

**BANQUE DE DEVELOPEMENT
DES ETATS DE L'AFRIQUE CENTRALE
B.D.E.A.C.**

RAPPORT ANNUEL



BRAZZAVILLE

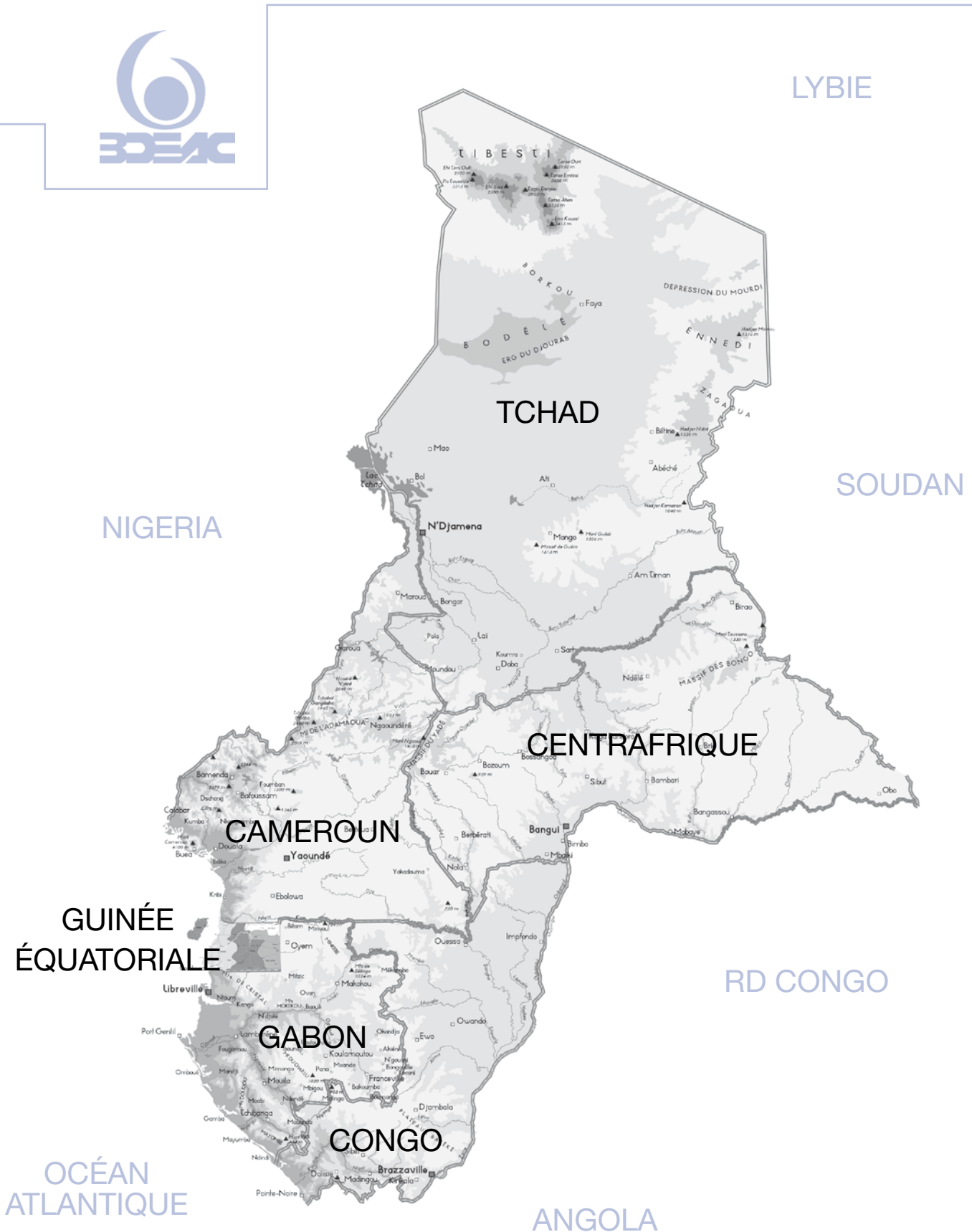
République du Congo

B.P. 1177

Tél. : (242) 281 18 85
(242) 652 96 70
(44) 20 79 06 81 63

Fax : (242) 281 18 80
ou (44) 20 79 06 81 61

Site Web : www.bdeac.org
Email : bdeac@bdeac.org



ABREVIATIONS UTILISEES DANS LE TEXTE	5
PRESENTATION GENERALE DE LA BDEAC AU 31 DECEMBRE 2008	6
MESSAGE DU PRESIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION	9
PREMIERE PARTIE	
ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE	13
DEUXIEME PARTIE	
ACTIVITES DE LA BANQUE	27
TROISIEME PARTIE	
SITUATION FINANCIERE DE LA BANQUE	47
ANNEXES	69
QUATRIEME PARTIE	
RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES	71
CINQUIEME PARTIE	
RESOLUTIONS DE L'ASSEMBLEE GENERALE	75

PRINCIPALES ABREVIATIONS UTILISEES DANS LE TEXTE

AFD	Agence Française de Développement
AGOA	Africa growth opportunity act (Loi sur la croissance et les opportunités)
ATC	Agence Transcongolaise de Communication
BAD	Banque Africaine de Développement
BADEA	Banque Arabe pour le Développement Economique en Afrique
BDEAC	Banque de Développement des Etats de l’Afrique Centrale
BEAC	Banque des Etats de l’Afrique Centrale
BEI	Banque Européenne d’Investissement
BGD	Banque Gabonaise de Développement
BID	Banque Islamique de Développement
BOAD	Banque Ouest Africains de Développement
C3A	Complexe Avicole et Argo-Alimentaire de Yaoundé (Cameroun)
CDE	Centre pour le Développement de l’Entreprise
CEMAC	Communauté Economique et Monétaire des Etats de l’Afrique Centrale
CICAM	Cotonnière Industrielle du Cameroun
COBAC	Commission Bancaire de l’Afrique Centrale
COS	Comité Opérationnel de Suivi
DDC	Direction du Développement et de la Coopération (Suisse)
DEG	Société Allemande d’Investissement et de Développement
FAD	Fonds Africain de Développement
FCFA	Franc de la Coopération Financière en Afrique Centrale
FKDEA	Fonds Koweïtien pour le Développement Economique Arabe
FMI	Fonds Monétaire International
FOB	Free on Bord
FODEC	Fonds de Développement de la Communauté
MAETUR	Mission d’Aménagement et d’Equipement des Terrains Urbains et Ruraux (Cameroun)
MERT	Modernisation et Extension du Réseau téléphonique en RCA
OCPT	Office Centrafricain des Postes et Télécommunications
OGM	Organisme Génétiquement Modifié
OMC	Organisation Mondiale du Commerce
ONPC	Office National des Ports du Cameroun
OPT	Office des Postes et Télécommunications (Gabon)
PDCT-AC	Plan Directeur Consensuel de Transport en Afrique Centrale
PIB	Produit Intérieur Brut
PME	Petites et Moyennes Entreprises
PMEA	Petites et Moyennes Entreprises Agricoles
PMI	Petites et Moyennes Industries
PPA	Parité Pouvoir d’Achat
PPF	Project Preparation Facility (Banque mondiale)
PPTE	Pays Pauvres Très Endettés
RCA	République Centrafricaine

PRINCIPALES ABREVIATIONS UTILISEES DANS LE TEXTE

RFA	République Fédérale Allemande
SCAN	Société de Conserveries Alimentaires du Noun (Cameroun)
SEEG	Société d'Energie et d'Eau du Gabon
SEMRY	Société d'Expansion et de Modernisation de la Riziculture de Yagoua (Cameroun)
SFI	Société Financière Internationale
SIPT	Société Industrielle Pharmaceutique du Tchad
SNBT	Société Nationale du Bois du Gabon
SNCT	Société Nationale Centrafricaine de Transport
SOGESCA	Société de Gestion des Sucrieries Centrafricaines
SONASUT	Société Nationale Sucrière du Tchad
SPART	Service Provisoire d'Assistance pour le Réseau Téléphonique (RCA)
STPN	Société de Transports de Pointe-Noire (Congo)
TCI	Taxe Communautaire d'Intégration
TOFE	Tableau des Opérations Financières de l'Etat
UDEAC	Union Douanière et Economique des Etats de l'Afrique Centrale
UEAC	Union Economique de l'Afrique Centrale
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine
UIT	Union Internationale des Télécommunications.

PRESENTATION GENERALE DE LA BANQUE AU 31 DECEMBRE 2008

Date de Création

3 décembre 1975

Début des Activités

3 janvier 1977

Missions

- Promouvoir le développement économique et social des pays de la CEMAC, notamment par le financement des investissements nationaux, multinationaux et des projets d'intégration économique ;

- apporter son concours aux Etats, aux organisations sous-régionales, aux Institutions financières et aux opérateurs économiques, dans leurs efforts pour la mobilisation des ressources financières et le financement des projets ;

- appuyer les Etats, les organisations sous-régionales, et les opérateurs économiques dans le financement des études de faisabilité des programmes et projets.

Composition du Capital Social

Actionnaires catégorie A

	Montant (en millions)	%
République du Cameroun	7 970	8,48
République Centrafricaine	7 970	8,48
République du Congo	7 970	8,48
République Gabonaise	7 970	8,48
Rép.de Guinée Equatoriale	7 970	8,48
République du Tchad	7 970	8,48

Actionnaires catégorie B

	Montant (en millions)	%
BEAC	6 510	6,93
BAD	3 000	3,19
République Française	3 750	3,99
Etat du Koweït	1 000	1,06
Libye	7 520	8,00
Action en portage	1 000	1,06
Fonds Propres	31 620 millions	
Total Bilan	74 190 millions	

Activités de la Banque

Opérations approuvées

119 prêts d'un montant de 158 967 millions
36 études d'un montant de 2 106,6 millions
4 prises de participation d'un montant de 800,5 millions

Accords de Prêts Signés

93 accords totalisant 101 482,5 millions
Effectif 70 Agents

Siège Social

Place du Gouvernement
B.P. 1177, Brazzaville (Rép. du Congo)
Tél. : (242) 2 81.18.85 ou (44) 20 79 06 81 63
Fax : (242) 2 81.18.80 ou (44) 20 06 81 61
Email : bdeac@bdeac.org

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

République du Cameroun

Monsieur Lazare ESSIMI MEYE
Ministre de l'Economie et des Finances

République Centrafricaine

Monsieur Albert BESSE
Ministre des Finances et du Budget

République du Congo

Monsieur Pacifique ISSOÏBEKA
Ministre de l'Economie, des Finances et du Budget

République Française

Monsieur Stéphane REZETTE
Conseiller Financier pour l'Afrique / Direction Générale
du Trésor et de la Politique Economique

Etat de la Libye

Monsieur Omar Ahmed SUWAYEH
Directeur Exécutif Banque Sahélo - Saharienne pour
l'Investissement et le Commerce (BSIC)

Banque des Etats de l'Afrique Centrale

Monsieur Philibert ANDZEMBE
Gouverneur

République Gabonaise

Monsieur Blaise LOUEMBE
Ministre d'Etat, Ministre de l'Economie, des Finances,
du Budget et de la Privatisation

République de Guinée Equatoriale

Monsieur Estanislao DON MALAVO
Ministre des Finances et du Budget

République du Tchad

Monsieur GATA NGOULOU
Ministre des Finances et du Budget

Etat du Koweït

M. Abdulla Ashwi AL MUTAIRI
Kuwait Investment Authority

Banque Africaine de Développement

Monsieur Jaouad Mohamed GHARBI
Directeur du Département Afrique Centrale

Membre à voix consultative

Monsieur Antoine NTSIMI
Président de la Commission de la CEMAC

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Président

Anicet G. DOLOGUELE

Administrateurs

République du Cameroun :

Titulaire : Blaise Eugène NSÔM

Directeur Général du Trésor, de la Coopération Financière et Monétaire, Ministère des Finances

Suppléant : M. Victor NDZANA NDUGA,

Directeur Général d'Amity Bank

République Centrafricaine :

Titulaire : Bertrand-Gastien KOLIOS

Directeur de Cabinet, Ministère des Finances et du Budget

République du Congo :

Titulaire : M. Théodore IKEMO

Directeur Général de la Caisse Congolaise d'Amortissement.

Suppléant : M. Jean Christophe OKANDZA

Directeur de Cabinet, Ministère du Plan, de l'Aménagement du Territoire

République Française

Titulaire : M. Stéphane REZETTE

Conseiller Financier pour l'Afrique

Direction Générale du Trésor et de la Politique Economique

Etat de la Libye :

Titulaire : Omar Ahmed SUWAYEH

Directeur Exécutif Banque Sahélo-Saharienne pour l'Investissement et le Commerce (BSIC)

Banque des Etats de l'Afrique Centrale

Titulaire : M. Philibert ANDZEMBE, Gouverneur

Suppléant : M. Rigobert Roger ANDELY

République Gabonaise :

Titulaire : M. Jean Denis NDJIMBI

Chargé de Mission, Ministère de l'Economie et des Finances

Suppléante : Georgette EYI MBA

Conseiller Technique, Ministère de la Planification et de la Programmation du Développement

République de Guinée Equatoriale :

Titulaire : M. Jean NVE MBA MENGUE

Economiste de Projet, Ministère de la Planification et du Développement Economique

République du Tchad :

Titulaire : M. DJEKI BILIMI

Directeur des Finances Extérieures et des Organismes Sous Tutelle, Ministère des Finances et du Budget.

Etat du Koweït

M. Abdulla Ashwi AL-MUTAIRI

Ashwi Kuwait Investment Authority KUWAIT INVESTMENT COMPANY (KIC)

Banque Africaine de Développement :

Titulaire : M. Jaouad Mohamed GHARBI

Directeur du Département Afrique Centrale

Banque Africaine de Développement (BAD).

Suppléant : M. Athanase GAHUNGU

Représentant Résident Bureau Régional Banque Africaine de Développement (BAD)

Membre à voix Consultative

M. Antoine NTSIMI

Président de la Commission de la CEMAC

Direction de la Banque

Anicet G. DOLOGUELE, Président

Samuel OBAM MBOM, Vice-Président

Commissaires aux Comptes

Deloitte Touche Tohmatsu

B.P. 4660 Libreville (République Gabonaise)

PricewaterhouseCoopers

B.P. 1140 Brazzaville (République du Congo)

RELEVER LES NOUVEAUX DEFIS DU DEVELOPPEMENT

L'année 2008 a confirmé l'entrée en récession de l'économie mondiale. Observée déjà au cours du dernier trimestre 2007, cette conjoncture a été le fait de turbulences financières déclenchées initialement par les inquiétudes concernant les instruments financiers adossés à des créances hypothécaires à risque. Ces craintes se sont propagées à une catégorie beaucoup plus large d'instruments financiers à court terme, conduisant à un effondrement de l'investissement résidentiel dans les principaux pays industrialisés, à l'adoption de normes de crédit plus rigoureuses, à une baisse de la consommation des ménages et à un ralentissement dans la création d'emplois.

Dans la zone d'intervention de la BDEAC, les conséquences de la crise financière ont été contenues, en dépit de la baisse des prix de certaines matières premières. La raison en est que les Etats membres de la Banque ont des atouts qui ont pu les protéger des effets dévastateurs de la crise financière internationale, au rang desquels : la rigueur budgétaire, le niveau acceptable de l'endettement des Etats, le niveau élevé de l'épargne publique, la solidité du système bancaire, l'importance des réserves de change, la compétitivité liée à l'évolution de l'Euro, monnaie d'arrimage fixe. Seulement, cette situation particulière ne devrait pas occulter les évolutions mitigées actuelles et futures, notamment un léger recul de la croissance dans la zone et, surtout, le fait que structurellement la croissance dans la CEMAC n'est pas suffisante pour conduire les pays à l'atteinte des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD).

En ce qui nous concerne, les effets de cette crise financière viennent renforcer davantage les recommandations de nos différents fora économiques, à savoir la nécessité de la diversification des économies des Etats membres. Et c'est ici que le rôle de la BDEAC dans le financement des projets de développement revêt une importance particulière. En effet, la première réponse à la crise est d'abord la nécessité de la relance des activités économiques par le financement des projets de développement. La Communauté l'a bien compris lorsqu'elle a entrepris l'élaboration d'un Programme Economique Régional (PER), auquel la BDEAC a été intimement associée.

Au niveau interne, en dépit de cet environnement quelque peu difficile, l'année 2008 a été particulièrement stimulante pour la Banque qui, tirant parti des acquis du Plan de Relance et de Rénovation (PRR), s'est résolument tournée vers de nouvelles ambitions. Les objectifs opérationnels du quinquennat en cours, fixés dans le Plan Stratégique 2008-2012, visaient une montée en puissance progressive des activités de financement de projets. Fixés à 30 milliards pour l'année sous revue, les engagements de la Banque devraient doubler en 2012. A la fin de l'exercice 2008, il est encourageant de noter que la Banque a consolidé sa contribution au financement du développement, en cohérence avec les orientations fixées dans le Plan Stratégique. Même si globalement, les engagements du 2008 sont en léger recul par rapport à 2007, ceux-ci ont été particulièrement tournés vers le secteur privé, conformément aux orientations de la Banque.

Un autre domaine plein d'espoir pour la Banque est l'activité d'identification des projets et programmes. Sur ce point, la Banque s'est employée avec force à accroître sa visibilité et à mieux se faire connaître à travers deux innovations : l'appel à propositions de projets et l'organisation des Journées Portes Ouvertes de la BDEAC.

S'agissant des décaissements, la situation de la Banque s'est consolidée par rapport à l'exercice antérieur. Mieux, lorsqu'on compare les décaissements aux remboursements des clients, le flux net positif est en faveur de la clientèle, signe que la BDEAC s'enracine définitivement dans sa mission de développeur.

Dans le cadre de la recherche d'une plus grande transparence financière dans le pilotage de la BDEAC, l'Assemblée Générale des Actionnaires a convenu, au cours de l'exercice 2008, de recruter deux (2) Administrateurs indépendants, compétents dans les questions de gouvernance, de gestion des risques et d'audit financier. Ces deux Administrateurs, tout en prenant part aux travaux du Conseil d'Administration, seront membres du Comité d'audit, également créé dans l'objectif de contrôler et d'évaluer l'efficacité des audits externe et interne de la Banque.



MOT DU PRESIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Mesdames, Messieurs les représentants des actionnaires,

La BDEAC n'est pas seulement une Banque, elle est aussi une institution communautaire. Dès lors, ses actions de développement devraient pouvoir contribuer à la consolidation de l'intégration régionale. C'est ainsi qu'en 2008, la Banque a contribué de façon régulière aux travaux de réforme des institutions communautaires, en mettant son expertise à la disposition de plusieurs groupes de travail, et en participant pleinement aux travaux de préparation du Programme Economique Régional (PER/CEMAC).

L'année 2008, la première du nouveau Plan Stratégique sur cinq ans, ouvre incontestablement de nouvelles perspectives qui se déclinent par la montée en puissance des activités de financement tout en mettant en relief la nécessité de surveiller la qualité du portefeuille de la Banque.

C'est ici le lieu d'exprimer ma profonde reconnaissance aux actionnaires qui, par leurs actions multiformes, ont toujours appuyé les engagements de la Banque. De même, je renouvelle mes sincères et vifs remerciements à tous les Administrateurs pour leur constant soutien à la BDEAC, et aux membres du personnel qui, au quotidien, font preuve d'un dévouement sans faille dans l'exécution des tâches nécessaires à la vie de la Banque.

Se tournant vers l'avenir, la BDEAC a la ferme volonté de persévérer dans ses efforts pour contribuer à faire reculer la pauvreté dans sa zone d'intervention.

Anicet G. Dologuele
Président du Conseil d'Administration

PREMIERE PARTIE

ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE ET SOCIAL

1.1. SITUATION ÉCONOMIQUE INTERNATIONALE

1.1.1. Croissance économique

L'économie mondiale est entrée dans une phase de récession à partir de mi-2007 à cause de la chute de la construction immobilière, du renchérissement des matières premières agricoles et pétrolière, et des retombées des turbulences qui ont secoué les marchés financiers à partir des Etats-Unis. Ces facteurs de crise, auxquels s'est ajouté le rétrécissement de la demande américaine, ont tous été au rendez-vous en 2008. Ainsi, la croissance économique mondiale a maintenu la tendance baissière, et a enregistré un fléchissement, s'établissant à 3,4 % contre 4,7 % en 2007.

Dans les principaux pays industrialisés, partenaires de la zone d'intervention de la BDEAC, les conséquences de la crise financière sur les indicateurs de croissance ont été particulièrement étendues. Selon les pays ou régions, l'activité économique a connu globalement un recul en 2008. Même la zone asiatique, qui s'est illustrée ces dernières années comme nouveau moteur de la croissance mondiale, a montré des signes patents de vulnérabilité.

Parmi les principaux pays industrialisés, l'**économie américaine** a connu une quasi-stagnation, avec 1,5 % de taux de croissance en 2008, fortement en retrait par rapport au 2,0 % enregistrés en 2007. Cette conjoncture a été le fait de turbulences financières déclenchées initialement par les inquiétudes relatives aux instruments financiers adossés à des créances hypothécaires à risque. Ces craintes se sont propagées à une catégorie beaucoup plus large d'instruments financiers à court terme, conduisant à un effondrement de l'investissement résidentiel, à l'adoption de normes de crédit plus rigoureuses, à une baisse de la consommation des ménages et à un ralentissement dans la création d'emplois. Toutefois, selon les prévisions de l'OCDE (juin 2008), l'activité aux Etats-Unis va se redresser avec la fin de l'ajustement dans le secteur du logement, la normalisation des conditions de crédit et les effets de l'assouplissement monétaire antérieur. Dans un contexte de sous-utilisation marquée des capacités, si l'on part de l'hypothèse que les prix des matières premières restent inchangés, l'inflation pourrait nettement s'atténuer. La croissance vigoureuse des exportations, favorisée par la dépréciation récente du dollar, va contribuer à ramener le déficit extérieur aux alentours de 4,5 % du PIB en 2009.

Au **Royaume-Uni** également, le marché immobilier s'est retourné. L'investissement en logement des ménages a reculé, en lien avec un ajustement assez brutal des prix immobiliers. A fin 2008, la croissance

économique est restée atone à 1,5 %, niveau le plus faible depuis le second trimestre 2001.

Depuis au moins 2002, le **Japon** connaît, une longue phase d'expansion liée au dynamisme de l'exportation de l'investissement de ses entreprises. Au cours des deux premiers trimestres de l'année 2008, les exportations en volume ont continué d'enregistrer une croissance à deux chiffres, malgré l'appréciation du yen et le recul des exportations vers les Etats-Unis. Toutefois, cette appréciation de la monnaie et la forte augmentation des prix du pétrole et des matières premières ont contribué à un recul des bénéfices des entreprises depuis le dernier trimestre de 2007. Conjugués avec le faible niveau des revenus des ménages, ces facteurs ont entamé la confiance des entreprises à investir. Ainsi le taux de croissance économique du pays a fortement ralenti pour se situer à 0,5 % en 2008 contre 2,1 % en 2007. Les prévisions tablent sur une accélération en 2009, pour dépasser légèrement le rythme potentiel de 1,5 %. Les perspectives de risques ne sont pas pour autant dissipées. Elles sont liées, notamment, à une baisse plus forte que prévue de la demande extérieure et une appréciation du yen dans le contexte d'un excédent de la balance courante supérieur à 4 % du PIB.

Dans la **Zone euro**, malgré le redressement de la croissance de la production au premier trimestre, l'activité s'est ralentie à fin 2008. Cette situation est liée au retournement du cycle de l'investissement dans le logement – un des secteurs avec les exportations qui ont contribué à la croissance en 2007 –, à cause du recul de la construction en Espagne, en Finlande et en Irlande. Ainsi, en dépit de la persistance de la croissance dans les pays considérés comme piliers (2,2 % en Allemagne, 1,6 % en France et 0,4 % en Italie, contre 2,6 %, 2,1 %, et 1,4 % respectivement en 2007), la zone euro a perdu 1 point de croissance par rapport à 2007, passant de 2,6 % à 1,6 %. Toutefois, contrairement aux États-Unis et au Royaume-Uni, la zone euro a bénéficié d'une demande intérieure un peu plus soutenue du fait d'un plus grand dynamisme des salaires, notamment en Allemagne et en Italie. Selon des prévisions de l'OCDE datant de juin 2008, l'un des principaux risques pour l'économie des pays de la zone euro est que l'activité pâtisse, davantage que prévu, du ralentissement que subira l'environnement extérieur, les liens internationaux commerciaux et financiers s'étant renforcés au fil du temps. Plus généralement, l'impact négatif des tensions sur les marchés de capitaux intérieurs et, pour certains pays, du retournement du marché du logement, pourrait être plus marqué et plus durable que prévu.

Malgré les conséquences de la crise financière dans la région asiatique, les économies émergentes comme

la **Chine** et l'**Inde** conservent leur vitalité. En **Chine**, la variation annuelle du PIB est de 10,0 %, quelque peu en retrait par rapport au rythme moyen depuis la fin 2005. L'**Inde** également perd 1,7 point de croissance par rapport au 9,3 % de 2007. En Inde, le ralentissement a été particulièrement marqué dans le secteur manufacturier et la construction, où les taux de croissance ont reculé de plus de 2 points de pourcentage depuis fin 2007. L'économie chinoise devrait connaître un atterrissage : sur fond de faiblesse de la demande extérieure, les exportations devraient ralentir fortement, de même que la progression des parts de marché.

En **Afrique subsaharienne**, les effets directs de la crise financière ont commencé vers la fin de l'année 2008. Son taux de croissance a tout de même légèrement baissé par rapport à 2007 se fixant à 5,5 % en 2008 contre 6,8% en 2007. Cette performance résulte de la hausse de la production pétrolière et minière, de l'accroissement des investissements, des effets de l'allègement de la dette et de l'impact des réformes structurelles. Certains de ces facteurs sont plutôt structurels, aux conséquences de long terme.

D'autres sont des facteurs conjoncturels qui, par définition, ont une évolution incertaine et des effets de court terme. Ainsi, il n'est pas exclu que les effets de la crise financière actuelle empruntent les mêmes canaux que la croissance : les échanges commerciaux, les flux de capitaux, l'aide publique au développement, le tourisme et les transferts de fonds des migrants. Selon un document interne de la BAD, la demande mondiale vers l'Afrique devrait diminuer de 0,41 % en 2008 et de 0,58 % en 2009. Le tourisme et les industries manufacturières en seront les premières victimes. Les prix du pétrole et des matières premières continueront de baisser, réduisant les recettes d'exportation et la capacité d'investissement.

L'**Amérique latine** a terminé l'année 2008 avec un repli de la croissance à 4,5 % contre 5,6 % en 2007. Cette tendance confirme les prévisions en 2007 qui tablaient sur une croissance de 4,9% pour la région en 2008, en raison de la volatilité des marchés financiers provoquée par la crise liée aux prêts hypothécaires à risque subprime aux Etats-Unis. L'année 2009 s'inscrira encore dans le scénario du recul de croissance à 3,9 %.

Tableau 1. Vue d'ensemble de l'économie mondiale : PIB et Prix à la consommation

Région	PIB			Prix		
	2007	2008E	2009P	2007	2008 Estim.	2009 Prévis.
Monde	4,7	3,8	3,5	3,2	4,8	3,4
Economie industrialisées	2,4	1,6	1,4	2,1	3,3	2,1
Etats-Unis	2,0	1,5	1,3	2,9	4,5	2,5
Japon	2,1	0,5	1,3	0,0	1,4	1,0
Royaume-Uni	3,1	1,5	1,0	2,3	3,4	2,8
Allemagne	2,6	2,2	1,2	2,1	2,9	2,1
France	2,1	1,6	1,3	1,4	3,1	2,1
Italie	1,4	0,4	0,8	1,8	3,5	2,7
Zone euro	2,6	1,6	1,2	2,1	3,3	2,3
Economies en développement	7,4	6,2	6,0	5,7	8,4	6,3
Asie du Nord (Ch, HK, Ind et CS)	9,9	8,5	8,3	4,4	6,8	5,0
Chine	11,4	10,0	9,3	4,6	7,0	4,8
Inde	9,3	7,6	8,0	6,0	7,8	6,3
Asie du Sud (Indo, Mal, Th et Ph)	6,2	5,4	5,4	3,8	8,0	5,7
Amérique latine	5,6	4,5	3,9	5,7	7,9	6,6
Europe de l'Est	7,1	6,1	5,8	8,4	10,7	8,0
Autres pays	5,1	3,9	4,2	6,6	9,6	6,6

E : estimations; P : prévisions ; Ch : Chine, HK : Hong Kong, Ind : Inde, CS : Corée du Sud, Indo : Indonésie, Mal : Malaisie, Th : Thaïlande, Ph. : Philippines - (Source : Banque mondiale)

1.1.2. Prix à la consommation

L'économie mondiale a évolué dans un **contexte inflationniste** en 2008, en raison surtout de la hausse des prix des matières premières. Le prix du baril de Brent a augmenté d'environ 50 % depuis le début de l'année, passant de 90 USD/baril en janvier à plus de 133,85 USD/baril en juillet avant de se replier. De même, les prix des principales denrées alimentaires telles que le blé ou le riz ont atteint des niveaux élevés. Cette hausse est due au renchérissement des équipements agricoles et des engrais, aux récentes catastrophes naturelles qui ont affecté la Chine et la Birmanie (principalement les régions agricoles importantes pour la production de riz). La hausse des prix des matières premières agricoles s'est diffusée aux produits alimentaires transformés. Elle a affecté plus fortement les ménages dont la part du budget consacrée à l'alimentation est importante, notamment les ménages des pays émergents et les ménages les plus modestes dans les économies avancées.

Les tensions inflationnistes ont touché différemment les pays. Dans les **économies industrialisées**, l'inflation s'est élevée en moyenne à 3,3 % en 2008 contre 2,1 % en 2007. Seul le Japon s'est démarqué avec une inflation en dessous des 3%. Pour les **économies en développement**, les fortes tensions inflationnistes proviendraient du côté du Moyen Orient (15,8% en 2008 contre 10,6% en 2007) et des pays indépendants du Commonwealth (15,6% en 2008 contre 9,7% un an plutôt). L'Afrique subsaharienne a connu également une forte inflation de 11,9 % en 2008, en nette augmentation par rapport à son taux de 7,1 % en 2007.

En 2009, malgré le repli des cours du pétrole à partir de fin 2008, la plupart de facteurs à l'origine de la flambée des cours des produits de base seraient toujours à l'œuvre et les prix resteraient élevés par rapport aux tendances historiques. Par conséquent, les tensions inflationnistes pourraient encore être au rendez-vous.

1.1.3. Commerce mondial

Au cours des 13 dernières années, la croissance du commerce international a été le pilier de l'économie mondiale. L'intensité commerciale – somme des exportations et des importations en pourcentage de la production totale – a bondi de 37 % en 1995 à presque 60 % en 2008, marquant ainsi une cassure structurelle par rapport à ce qui était un taux moyen relativement stable. Cette explosion a été possible grâce à la technologie, à la coopération croissante au chapitre du commerce international et à l'accroissement de la concurrence. Cependant, la perte de vitesse de

l'activité commerciale a entraîné une légère - mais rare - retraite de l'intensité commerciale au Japon et en Allemagne. En effet, entre avril et juin 2008, en Allemagne, le taux annuel des importations a fléchi de 5,3 %, et le PIB global, de 2 %. Le PIB a également baissé au PIB au Japon, où les importations ont chuté de plus de 10 %. Quant aux États-Unis, les importations ont montré une propension à la baisse en affichant un taux annuel de 7,5 %. Mais les trois grandes économies ne sont pas les seules touchées : les importations ont dérapé en France, et les données du Royaume-Uni laissent nettement croire à l'affaiblissement des activités d'importation. Les nations commerçantes clés de l'Asie comme Singapour, Taïwan, Hong Kong et la Chine ressentent déjà les effets du ralentissement des importations dans ces économies, entendu que les exportations des biens finaux de ces pays sont destinées aux économies industrialisées.

S'agissant des principaux produits exportés par les Etats membres de la BDEAC, la situation des marchés internationaux a été caractérisée par la poursuite de la hausse des cours dans leur quasi-totalité. Les prix du caoutchouc, du café robusta et du cacao ont particulièrement progressé. Il en a été de même pour l'or et l'uranium ainsi que du pétrole, dont les cours se sont toutefois effrités au second semestre 2008. En ce qui concerne particulièrement le pétrole dont dépend la grande partie des économies de la Sous-région, après avoir atteint le niveau historique de 133,85 USD/baril en juillet 2008 (prix comptant du Brent du Royaume –Uni), les cours ont amorcé une décrue pour atteindre 44,8 USD/baril en décembre 2008, niveau en deçà de la moyenne historique sur les dernières années. D'autres hausses importantes ont concerné l'arachide et les fèves de cacao, respectivement de 36 et 38 % entre 2007 et 2008.

1.1.4. Marché des changes

Sur le marché des changes, la baisse accentuée des bourses mondiales ainsi que les craintes de récession au Royaume-Uni et dans la zone euro ont entraîné des mouvements de fortes amplitudes vers la fin de l'année 2008, notamment la baisse de la livre sterling et de l'euro. La baisse de l'euro face au dollar et au yen trouve son explication dans le phénomène suivant : le yen a été abondamment utilisé par les hedge funds pour des opérations spéculatives, du fait des faibles taux d'intérêt pratiqués par la Banque japonaise. Les hedge funds ont ensuite utilisé les yens empruntés pour acheter, entre autres, des devises des pays émergents, comme la lire turque ou le rand sud africain, ou des pays océaniques, comme le dollar australien

ou le dollar néo-zélandais. Une grande partie notamment des devises des pays émergents a été placée en dollar

dans les filiales londoniennes des grandes banques européennes, qui ont ensuite massivement investi sur l'immobilier outre atlantique, avec les conséquences bien connues. Depuis la faillite de Lehman Brothers, le 15 septembre 2008, le système a plus ou moins explosé, provoquant un assèchement du marché qui s'est répandu comme boule de neige à l'Europe. La conséquence directe du manque de confiance sur les marchés fut un rapatriement des fonds notamment vers les Etats-Unis, ce qui a pénalisé les devises émergentes, et un repli vers les valeurs refuges, comme le yen. Cette baisse de l'euro s'est poursuivie pour atteindre le seuil de 1,25 dollar à fin 2008 (le dollar a gagné plus de 13 % face à l'euro en 2008). Les experts prévoient même l'atteinte d'une parité euro/dollar parfaite au cours de 2009. On a également assisté à une hausse du yen face au dollar qui a pour conséquence de pénaliser les entreprises exportatrices japonaises. En réaction, la BCE a baissé à plusieurs reprises son taux directeur, le ramenant à 3,25 % – un rythme baissier inédit depuis la création de l'euro.

1.2. SITUATION ECONOMIQUE DES ETATS MEMBRES DE LA BDEAC

1.2.1. Evolution du secteur réel

Les économies de la zone d'intervention de la BDEAC ont échappé aux conséquences récessives de la

crise financière internationale, en partie à cause de la bonne tenue des cours de leurs principaux produits d'exportation. Par conséquent, la croissance a été soutenue dans la plupart de ces pays par une forte demande mondiale des principaux produits d'exportation. A cela il faut ajouter la vigueur de la demande intérieure, l'expansion des activités des services et la reprise des activités industrielles qui ont dopé l'activité économique.

De fait, le cycle économique de la Sous-région n'a pas connu de retournement conjoncturel, mais s'est maintenu dans la dynamique de croissance des années précédentes avec une hausse du PIB réel estimé à 4,4 % contre 4,6 % en 2007.

Le taux de croissance réel du secteur pétrolier s'est accru de 4,7 % en 2008, contre 4,4 % en 2007, tandis que celui du secteur non pétrolier a reculé, revenant de 4,6 % en 2007 à 4,3 % un an plus tard. En termes de contribution à la croissance, l'apport du secteur pétrolier s'est élevé à 0,7 point en 2008 et celui du secteur non pétrolier a quelque peu diminué, se situant à 3,7 points.

A l'exception du Tchad, la zone d'intervention de la BDEAC connaît un scénario de croissance partagée avec 3,8 % au Cameroun ; 2,5 % en Centrafrique ; 6 % au Congo ; 2,2 % au Gabon ; 16,9 % en Guinée Equatoriale et, enfin, près de -0,5 % au Tchad.

Tableau 2. Evolution du taux de croissance du PIB en termes réels

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008 Est.
Cameroun (1)	4,0	4,2	3,6	2,4	3,5	3,9	3,8
Centrafrique	0,3	-4,6	1,8	2,6	3,4	2,5	2,5
Congo	4,6	0,7	3,6	7,7	7,1	-2,5	6,
Gabon	-0,3	2,2	1,4	2,9	2,3	5,1	2,2
Guinée Eq.	20,2	13,6	30,2	9,3	8,7	23,2	16,9
Tchad	8,4	15,5	33,2	77	1,3	1,6	-0,5
CEMAC	4,1	4,3	6,8	3,9	3,1	4,6	4,4

Sources : Administrations nationales, FMI, BEAC
(1) Données en exercice budgétaire jusqu'en 2002

Globalement, la croissance dans la zone d'intervention de la Banque en 2008 est soutenue, **du côté de l'Offre**, par le secteur non pétrolier qui a apporté 3,7 points contre 0,7 points pour le secteur pétrolier. Quelques branches se sont distinguées au cours de l'année 2008, notamment :

- la branche « Electricité, gaz et eau », qui a contribué de 1,2 point, en liaison avec le renforcement des capacités de production des centrales électriques en Guinée Equatoriale, au Cameroun et au Gabon ;
- la branche de l'agriculture, de l'élevage, de la chasse et de la pêche qui a apporté 0,7 point à la croissance grâce au redressement des cultures vivrières et maraîchères dû aux conditions climatiques favorables enregistrées dans la plupart des États membres de la BDEAC en 2008 ainsi que des appuis multiformes apportés aux paysans par les structures de recherche et développement agricole des Ministères d'agriculture de leur pays respectif ;
- les activités commerciales, touristiques, de transports et des télécommunications ont contribué à hauteur de 1,5 point à la croissance, en liaison avec notamment l'expansion continue de la téléphonie mobile ainsi que la poursuite des travaux de réhabilitation des infrastructures routières et le développement des activités liées aux nouvelles technologies de l'information et de la communication (informatique et Internet).

En revanche, la contribution des industries extractives à la croissance n'a pas été à la hauteur de l'évolution des cours du brut, à cause de la baisse de 0,7 % de la production du pétrole brut qui se situe à 52 millions de tonnes pour l'ensemble des pays producteurs de la zone en 2008. Cette baisse, fortement observée au Tchad (7,3 à 6,5 millions de tonnes en 2008), suivi du Cameroun (4,4 à 4,1 millions de tonnes en 2008) et du Gabon (12,1 à 11,9 millions de tonnes) est atténuée par le faible accroissement de la production pétrolière au Congo qui a atteint 12 millions de tonnes contre 11 millions de tonnes un an auparavant.

S'agissant de la demande, la croissance économique a été essentiellement tirée par la **demande intérieure**, qui y a participé à hauteur de 9,1 points, du fait principalement de l'intensification des *investissements bruts*, dont la contribution a atteint 4,7 points, induite par :

- (i) la redynamisation des programmes d'investissement dans le secteur pétrolier, notamment au Congo et en Guinée Equatoriale ;
- (ii) l'intensification des programmes d'amélioration des infrastructures publiques, l'acquisition et le renouvellement de l'outil de production dans les secteurs d'électricité, de l'eau et des industries manufacturières dans tous les pays membres et ;
- (iii) l'accroissement des capacités de production des entreprises des bâtiments et travaux publics, en Guinée Equatoriale en particulier. De même, la *consommation globale* a soutenu la croissance à concurrence de 2,9 points, en liaison avec la fermeté de sa composante privée dont le concours a été de 3,4 points. Cette bonne tenue de la consommation des ménages a été favorisée essentiellement par des mesures prises par les Pouvoirs Publics pour tenir compte des aspirations sociales des populations, notamment la hausse des salaires et des effectifs dans l'Administration publique. En revanche, la **demande extérieure nette** a pesé sur la croissance à hauteur de 4,7 points, compte tenu essentiellement de la participation négative de 5 points des *importations de biens et services non facteurs*, en rapport notamment avec l'augmentation des commandes à l'extérieur dans le cadre des projets des secteurs pétrolier, industriel et public.

1.2.2. Evolution des Prix

Après avoir connu un net ralentissement en 2007, les tensions inflationnistes se sont intensifiées en 2008 à 6 % en moyenne annuelle. Par pays, l'augmentation des prix à la consommation se situe à 5,3 % au Cameroun, 9,3 % en Centrafrique, 5,9 % au Congo, 5,3 % au Gabon, 6,0 % en Guinée Equatoriale et 8,3 % au Tchad. Ce surcoût d'inflation est lié à la hausse des prix du pétrole – expliquée en partie par une production inélastique à la forte demande et la dépréciation du dollar – qui renchérit la production industrielle et les échanges. Ces tensions inflationnistes ont engendré des mouvements sociaux, malgré les différentes mesures administratives et budgétaires prises par les Etats.

Tableau 3. Evolution de taux d'inflation dans la CEMAC (moyenne annuelle, en pourcentage)

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008 Est.
Cameroun	2,8	0,6	0,3	1,3	4,6	1,1	5,3
Centrafrique	2,3	4,2	-2,1	2,9	5,1	1,0	9,3
Congo	3,8	-1,3	3,6	2,8	2,6	2,5	5,9
Gabon	0,2	2,3	0,4	0,3	2,0	4,5	5,3
Guinée Eq.	7,6	7,4	4,2	5,0	5,0	5,5	6,0
Tchad	5,2	-1,8	-,3	9,2	8,0	0,9	8,3
CEMAC	3,0	1,4	0,4	2,8	3,5	1,6	6,0

Sources : Administrations nationales, FMI, BEAC

1.2.3. Finances publiques

La situation des finances publiques s'est globalement améliorée en 2008 dans les économies de la zone d'intervention de la Banque. Cette performance des finances publiques a été facilitée par la combinaison de plusieurs facteurs : (i) la hausse des cours de pétrole ; (ii) une progression modeste des dépenses ; et (iii) l'amélioration du rendement de l'administration fiscale qui s'est traduit par une augmentation des recettes budgétaires non pétrolières.

Les économies de la zone ont enregistré en 2008 une hausse de 29,8 % des recettes budgétaires totales. Cette évolution résulte essentiellement d'une augmentation de 41,4 % des recettes pétrolières, attribuables principalement au niveau élevé des cours internationaux du pétrole et à l'accroissement de la production du méthanol. L'accroissement des recettes non pétrolières s'explique par l'expansion économique et l'élargissement de l'assiette fiscale, notamment au Cameroun et au Gabon, ainsi que par un meilleur recouvrement des impôts et taxes par les régies financières dans plusieurs États membres du fait des mesures administratives telles que l'installation du système informatique SYDONIA dans les administrations douanières.

Les dépenses totales ont progressé quant à elles de 16,4. Elles se répartissent entre les dépenses courantes (58%) et les dépenses d'investissement (42 %). L'évolution positive (19,6%) des dépenses d'investissement traduit la volonté des autorités nationales de tenir compte du financement des

projets de réhabilitation des infrastructures et de lutte contre la pauvreté dans la plupart des États membres. L'augmentation des dépenses courantes s'explique par les évolutions des salaires et traitements (25,9 %), des subventions et transferts (13,3 %) et dans une moindre mesure des dépenses des biens et services (7,3 %). La forte progression des traitements et salaires s'explique, notamment, par la prise en compte des revendications des agents du secteur de l'éducation au Cameroun, le renforcement des effectifs et l'augmentation indiciaire des salaires en Guinée équatoriale et au Tchad.

L'excédent budgétaire primaire se situe à 3 894,2 milliards, correspondant à 11,7 % du PIB en 2008 contre 2 918 milliards (10,4 % du PIB) une année plus tôt. De même le solde budgétaire de base, ressort également excédentaire pour se situer à 10,8% du PIB en 2008 contre 9,3 % du PIB en 2007. En conséquence, la gestion des finances publiques dégage un excédent global, base engagements, hors dons, de 3 109,5 milliards (10,0 % du PIB) contre 2 425,4 milliards (8,6 % du PIB) en 2007.

Tableau 4. Tableau des opérations financières des États

(en milliard de FCFA sauf indication contraire)

Agrégats	2008	2009
Recettes totales	10 754,5	6 205,7
Recettes pétrolières	7 844,0	3 075,1
Recette non pétrolières	2 910,5	3 130,6
Dépenses totales	7 283,1	6 751,0
Dépenses courantes	4 258,0	3 951,1
Salaire et traitements	1 259,8	1 371,0
Biens et services	1 278,1	1 167,6
Transferts et subventions	1 399,9	1 176,7
Intérêts	320,3	235,8
Dettes extérieures	269,9	188,7
Dettes intérieures	50,4	47,1
Dépenses en capital	3 025,1	2 799,9
Sur ressources locales	2 813,1	2 380,3
Sur ressources extérieures	211,9	419,6
Solde primaire (en milliards de FCFA)	4 003,6	110,1
Solde primaire (en pourcentage du PIB)	11,8	0,4
Solde budgétaire de base (en milliards de FCFA)	3 683,3	-125,7
Solde budgétaire de base (en pourcentage du PIB)	10,8	-0,5
Déficit global (base engagements hors dons)	3 471,4	-545,3
Déficit global (base engagements dons compris)	3 643,3	-279,7
Variations des arriérés (baisse -)	-790,1	-170,9
Intérieurs (principal et intérêts)	-263,9	-170,9
Extérieurs (principal et intérêts)	-526,2	0,0
Déficit global (base trésorerie)	2 681,3	-716,1
Financement total	-2 681,3	716
Extérieur	-231,2	211,4
Dons	171,9	265,5
Tirages	117,2	283,0
Amortissements de la dette extérieure	-1 326,9	-355,7
Allègements de la dette extérieure	806,5	18,6
Autres	0,0	0,0
Intérieur	-2 450,1	504,4
Système bancaire	-1 062,3	601,0
Non bancaire	-1 387,8	-96,6
Gap résiduel	0,0	0,4

Source : Administrations nationales, FMI et BEAC

En y intégrant l'amortissement de la dette extérieure pour 1 309,9 milliards, le paiement de 233,2 milliards des arriérés intérieurs et extérieurs, la consolidation de la position face au système bancaire et le désengagement vis-à-vis du secteur non bancaire de 2 331,2 milliards, le besoin de financement global des États membres se situe à 531,7 milliards. La mobilisation de ressources extérieures, dont 193,0 milliards de dons, 177,3 milliards de prêts et 155,6 milliards d'allègements de dette, ne suffit pas à couvrir entièrement ce besoin de financement. Il ressort alors un gap résiduel de 5,8 milliards à rechercher pour financement auprès des partenaires.

1.2.4. Balances des paiements

La balance des paiements s'est nettement améliorée dans les États membres de la Banque où les exportations ont poursuivi leur tendance à la hausse grâce à la flambée des cours du baril. Elle a dégagé un excédent représentant 6,0 % du PIB en 2008 contre 2,9 % du PIB en 2007.

Pour l'année 2008, le solde des transactions courantes, hors transferts publics, déficitaire de 112,5 milliards en 2007 (0,4 % du PIB) s'est fortement amélioré pour devenir excédentaire de 649,5 milliards, soit 1,9 % du PIB en 2008. Cette évolution s'explique par une nette augmentation de l'excédent commercial (12 508,1 milliards, contre 9 021,8 milliards en 2007) en raison d'une amélioration des termes de l'échange (+14,6 %) en 2008.

Les exportations ont progressé de 28,5 %, pour atteindre 19 100,1 milliards en 2008 contre 14 886,3 milliards une année plus tôt. Cette évolution provient notamment de la hausse des ventes de pétrole brut, de cacao, de café, de manganèse, de caoutchouc, de méthanol, et dans une moindre mesure du bétail, expliquée essentiellement par la bonne tenue des prix sur les marchés mondiaux. La consolidation des

exportations a toutefois souffert de la contraction des ventes des produits tels que le bois, la banane et l'aluminium.

Les importations en valeur, quant à elles, ont progressé de 22,7 %, pour se situer à 7195,6 milliards en 2008 contre 5 864,4 milliards en 2007, en liaison avec le renchérissement des produits pétroliers et des acquisitions de biens d'équipement dans le cadre des investissements tant dans le secteur pétrolier que non pétrolier.

L'excédent du compte de capital et des opérations financières est revenu à 711,4 milliards en 2008 contre 1 325,9 milliards un an auparavant, du fait essentiellement de l'évolution des investissements directs et d'une sortie massive de capitaux à moyen et long terme.

En tenant compte d'une reconstitution des réserves officielles de change de 2 130,3 milliards et du paiement d'arriérés extérieurs de 41,2 milliards, le besoin de financement extérieur s'est établi à 161,4 milliards. Ce besoin serait partiellement couvert par le réaménagement de la dette extérieure à hauteur de 155,6 milliards laissant se dégager un gap résiduel de 5,8 milliards dont il faut rechercher le financement.

S'agissant de l'endettement extérieur, le ratio de l'encours de la dette sur le PIB a baissé, se situant à 16 % du PIB en 2008, contre 24 % un an plus tôt, grâce aux effets bénéfiques de l'initiative PPTE au Cameroun, au Congo et en République du Gabon auprès des créanciers membres du Club de Paris, la situation conjoncturelle s'est traduite par une hausse du ratio du service de la dette sur les recettes budgétaires qui est passé de 10 % en 2007 à 14,8 % en 2008. De même, le ratio du service de la dette sur les exportations de biens et services s'est détérioré pour atteindre 8 % au lieu de 5,3 % un an auparavant.

Tableau 5. Relance des paiements
(en milliard de FCFA sauf indication contraire)

Agrégats	2008	2009
	Estim.	Prév.
Solde du compte courant (trans. publics inclus)	643,5	-4 184,8
Solde du compte courant (transf. publics exclus)	512,4	-4 397,4
Solde du commerce extérieur	11 765,4	1 834,0
Exportations, fob	14 100,1	8 209,4
Importations, fob	-7334,7	-6 375,4
Balance des services	-4 383,6	-3 692,3
Balance des revenus	-6 839,5	-2 529,5
Solde des transferts courants	107,2	203,0
Compte de capital et d'opérations financières	1 194,0	3 796,3
Compte de capital	267,8	166,8
Compte financier	930,1	3 629,6
Erreurs et omissions	-25,9	0,0
Solde global	1 817,5	-388,5
Financement	-1 817,5	388,5
Variations des réserves off. (baisse +)	-1 959,5	369,6
Financements exceptionnels	142,3	18,6
Variations des arriérés ext. (baisse -)	-526,2	0,0
Réaménagements de la dette	668,5	18,6
GAP résiduel	0,0	0,4

Sources : Administrations nationales, FMI, BEAC

1.2.5. Situation monétaire

A fin décembre 2008, la situation monétaire dans les États membres se caractérise par une consolidation des avoirs extérieurs nets, une contraction des créances nettes sur les États, une progression des crédits à l'économie, et par conséquent un accroissement de la masse monétaire.

En effet, les avoirs extérieurs nets du système monétaire se situent à 8 042,6 milliards contre 6 254,3 milliards à fin décembre 2007, sous l'incidence favorable des recettes d'exportation, de la fermeté des cours des principales matières premières, essentiellement le pétrole, le bois et dans une moindre mesure, le café et le manganèse. La position nette créditrice des États se renforce, pour atteindre 4 263,1 milliards contre 2 968,8 milliards au 31 décembre 2007, en rapport avec l'amélioration globale des finances publiques dans les États membres. Les crédits à l'économie ont cru de 26,6 % consécutivement à l'expansion de l'activité économique attendue en 2008. Ils ont atteint 2 538,9 milliards au 31 décembre 2008 contre 2 197,4 milliards en décembre 2007.

Traduisant toutes ces évolutions, la masse monétaire (M2) dans la CEMAC s'est accrue de 18,5 % en rythme annuel à fin décembre 2008, comparativement à décembre 2007, après une hausse de 16,7 % à fin octobre 2008. L'encours de cet agrégat s'est ainsi situé à 5 479,3 milliards à fin décembre 2008, contre de 5 242,6 milliards à fin octobre 2008 et 4 625,2 milliards 12 mois plus tôt.

1.2.6. Relations des États avec la Communauté financière internationale

Le **Cameroun** a atteint le point d'achèvement de l'initiative PPTTE en avril 2006, et a été admis à bénéficier de l'Initiative d'annulation de la dette multilatérale (IADM). Un accord a été conclu avec les membres du Club de Paris en juin 2006. Dans le cadre de la FRPC, d'un montant de USD 30 millions, approuvée par le FMI en 2005 et couvrant la période octobre 2005-janvier 2009, la cinquième revue du programme a été conclue avec les membres du Club de Paris en juin 2006. Dans le cadre de la FRPC, d'un montant de USD 30 millions, approuvée par le FMI en 2005

et couvrant la période octobre 2005-janvier 2009, la cinquième revue du programme a été conclue en juin 2008, autorisant le déblocage d'une tranche de USD 4 millions. Cette revue concernait l'analyse des résultats du programme au cours du second semestre 2007. Tous les objectifs quantitatifs ont été atteints, à l'exception du critère de convergence concernant l'apurement de la dette intérieure (dont le seuil minimal n'a pas été atteint). Le Conseil d'Administration du FMI a toutefois approuvé la demande de dérogation du gouvernement sur ce point, ainsi qu'un assouplissement des critères structurels pour les prochaines revues, afin de prendre en compte les conséquences budgétaires des mesures prises, en réponse à la hausse du prix des produits alimentaires. L'approbation de cette revue porte le total des décaissements au titre de la FRPC à USD 26 millions.

La Banque mondiale, détient quant à elle, dans le cadre de sa Stratégie intérimaire 2007-2008, un portefeuille de 12 projets actifs au Cameroun correspondant à des engagements de financement d'un montant de USD 460 millions.

La **Centrafrique** a franchi le point de décision de l'initiative PPTE en septembre 2007. Dans le cadre de la FRPC, d'un montant de USD 55,7 millions, approuvée par le FMI en décembre 2006 et couvrant la période 2007-2009, la deuxième revue du programme a été conclue en juin 2008. A cette occasion, et afin d'aider le pays à faire face à la hausse des prix des produits pétroliers et alimentaires, le FMI a décidé d'augmenter d'environ USD 13,5 millions le montant de l'accord. La conclusion de la deuxième revue a ainsi permis de débloquent USD 14 millions, dont USD 9 millions au titre de cette augmentation.

Après l'apurement des arriérés de la **Centrafrique** à l'égard de la Banque mondiale et de la Banque africaine de développement, ces deux institutions ont repris leurs interventions, dans le cadre d'une stratégie intérimaire conjointe couvrant la période 2007-2008. Deux grands axes ont été définis : la promotion de la croissance économique avec, notamment, le renforcement de la gouvernance du secteur public ; le développement humain et l'amélioration de l'accès de la population aux services sociaux de base. Dans ce cadre, la Banque mondiale a accordé une aide budgétaire de USD 7 millions et approuvé le financement de deux projets de réhabilitation des infrastructures et d'un programme de lutte contre le virus VIH-SIDA, pour un montant global de USD 60 millions.

Le **Congo** a franchi le point de décision de l'initiative PPTE renforcée en mars 2006. Fin 2004, le FMI avait

approuvé l'octroi d'une FRPC de USD 84,6 millions, sur la période 2004-2008. Les trois premières tranches ont été débloquées, portant le total des décaissements au titre de cette facilité à USD 36,3 millions. La 3ème revue de la FRPC n'ayant pas été approuvée en octobre 2006, un programme de référence (sans financement) a été mis en place entre avril et septembre 2007, suivi d'un second programme de référence pour la période de janvier à juin 2008. Une exécution satisfaisante de ce programme pourrait permettre la conclusion d'une nouvelle FRPC avec la FMI.

La Banque mondiale a adopté, en juillet 2007, un nouveau programme ISN (Interim Strategy Note) d'assistance au Congo couvrant la période 2007-2009, pour un montant de USD 98 millions (sous forme de dons). Deux axes ont été définis : l'amélioration de la gouvernance et de la transparence, notamment dans le secteur pétrolier ; la promotion d'une croissance équitable, par l'amélioration de l'accès de la population aux services sociaux de base. Le portefeuille de la Banque mondiale est constitué, au 1^{er} juillet 2008, de 5 projets actifs, correspondant à des engagements de financement de USD 122 millions.

En 2007, un accord triennal de confirmation (Stand-By Arrangement) a été conclu entre les autorités du **Gabon** et le FMI, pour un montant de USD 117 millions. Le programme comprend trois volets : la consolidation des finances publiques ; l'amélioration de la gestion financière du pays, afin notamment de renforcer l'administration des revenus pétroliers ; le développement du secteur privé non pétrolier. La première revue de cet accord a été approuvée par le FMI en décembre 2007.

Dans le cadre de sa Stratégie d'assistance, la Banque mondiale détenait, au 1^{er} juillet 2008, un portefeuille de quatre projets actifs, pour le volume de financement de USD 50 millions. Ces projets portent sur la gestion des ressources naturelles, la protection de la biodiversité et la gestion des parcs nationaux, l'amélioration des infrastructures locales et le renforcement du système de statistiques nationales.

La **Guinée Equatoriale** n'est plus en programme avec les Institutions de Bretton Woods depuis 1995. Toutefois, en juin 2007, le Conseil d'Administration du FMI a examiné le rapport d'évaluation de la situation macroéconomique, dans le cadre des consultations au titre de l'Article IV des Statuts. Le Conseil a notamment invité les autorités à poursuivre leurs efforts en faveur de la diversification de l'économie et de la promotion d'un environnement favorable au développement du secteur privé.

Sur la base d'une convention signée avec les autorités en juin 2008, pour un montant de USD 1 million, la

Banque mondiale apporte son assistance à la Guinée Equatoriale pour le renforcement de son appareil statistique et la mise en œuvre des actions induites par l'adhésion à l'initiative sur la transparence dans les industries extractives (EITI). Une analyse qualitative des dépenses publiques, engagées notamment dans les secteurs de l'éducation, de la santé et des infrastructures, devrait également être conduite en 2008.

En ce qui concerne les relations entre le Tchad et la Communauté financière internationale, la Banque mondiale détenait, au 1^{er} août 2007, un portefeuille de neuf projets actifs, correspondant à des engagements de financement de 306 millions de dollars. Au total, 58 projets ont été approuvés par la Banque mondiale, pour un montant global de 1,1 milliard de dollars.

L'Union européenne (UE) a signé avec le Tchad un programme de coopération d'un montant de 273 millions d'euros pour la période 2000-2007 dans le cadre du 9^{ème} Fonds européen de développement (FED).

Le Tchad poursuit une politique de dette extérieure prudente et la plupart des emprunts qu'il contracte sont consentis à des conditions très privilégiées. Toutefois, la rupture des relations avec la Banque mondiale, de novembre 2005 à juillet 2006, n'a pas permis jusqu'à présent d'atteindre le point d'achèvement.

1.3. ETAT DE LA PAUVRETE DANS LES ETATS MEMBRES

D'après le dernier rapport 2007 du PNUD sur le développement humain, le premier pays le mieux classé en termes d'IDH, le Gabon, arrive au 119^{ème} place sur un total de 177 pays. Il est suivi par la Guinée Equatoriale qui occupe le 127^{ème} place. La situation de ce dernier pays résume à elle seule, pour ainsi dire, le paradoxe de la Sous-région. Il caractérise la quasi-totalité des Etats membres, à savoir que la richesse économique coexiste avec de faibles indicateurs en matière de développement humain.

Tableau 6. Indicateur de pauvreté dans les Etats membres

	Cameroun	Centrafrique	Congo	Gabon	Guinée Eq.	Tchad
Espérance de vie (années)	49,8	43,7	54,0	56,2	50,4	50,4
Taux de mortalité infantile	8,7 %	11,5 %	8,1 %	6,0 %	12,3 %	12,4 %
Taux d'alphabétisation des adultes	67,9 %	48,6 %	84,7 %	84,0 %	87,0 %	25,7 %
Popul. sous le seuil de pauvreté (1)	17,1 %	66,6 %	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
IDH (classement) (2)	144 ^{ème}	171 ^{ème}	139 ^{ème}	119 ^{ème}	127 ^{ème}	170 ^{ème}
APD par habitant (versement nets)	USD 25,4	USD 23,6	USD 362,3	USD 38,9	USD 77,5	USD 39,0

(1) moins de un dollar par jour - (2) sur 177 pays

Sources : tableau reconstitué à partir des données chiffrées tirées du rapport 2007 du PNUD

Ce paradoxe souligne l'impérieuse nécessité pour les pays de la Sous-région ainsi que les partenaires au développement qui les accompagnent, de corriger l'absence notable de corrélation entre le niveau des richesses de la Zone et le bien-être humain de ses populations.

C'est donc encourageant de noter que tous les pays ont bâti, et mettent en œuvre, des programmes nationaux de lutte contre la pauvreté dans lesquels la santé et l'éducation sont privilégiées. Dans les budgets nationaux, le niveau de décaissement des dépenses en faveur des secteurs sociaux s'améliore.

1.4. VISION STRATEGIQUE DE LA BDEAC POUR L'ANNEE 2009

Les perspectives d'avenir de la BDEAC, notamment le rôle qu'elle entend jouer dans la promotion du financement des investissements à moyen et long terme dans la Sous-région, s'appuient sur les opportunités liées à son environnement, notamment dans les secteurs ci-après :

- Les infrastructures, où la BDEAC pourrait contribuer à la promotion du désenclavement local par la réhabilitation des infrastructures économiques de base (routes, eau, électricité, pistes rurales) qui

favorisent l'accroissement et la commercialisation de la production locale (agriculture vivrière, petites unités de transformation, artisanat rural et périurbain). La Banque appuierait le financement des infrastructures de petite taille et moyenne taille, adaptées à ses moyens. Ce faisant, elle sera complémentaire aux grandes Institutions de financement du développement.

- Toujours dans le domaine des infrastructures d'intégration, le Plan Directeur Consensuel des Transports en Afrique Centrale (PDCT-AC), avec notamment un programme de FCFA 7800 milliards d'investissement à l'horizon 2020, le PPET avec un programme d'investissement de FCFA 265 milliards et le Pool Énergétique d'Afrique Centrale (PEAC) pourraient permettre à la BDEAC de concrétiser sa stratégie de promotion de l'intégration sous régionale à géométrie variable en matière d'infrastructures de transport et d'énergie.
- L'approfondissement de la convergence économique, la mise en place des codes communs en matière de transport routier, de navigation intérieure, de transport aérien, de la marine marchande, de la fiscalité sur l'épargne, l'existence des instruments de financement de projets intégrateurs (FODEC et fonds de la CEEAC), préfigurent le renforcement à moyen terme de l'union économique et le développement du marché commun de l'énergie pour ouvrir des perspectives d'élargissement du marché CEMAC (33 millions de consommateurs aujourd'hui) au marché CEEAC (120 millions de consommateurs). La BDEAC pourrait donc approfondir sa stratégie de financement, débordant sur les pays frontaliers membres de la CEEAC.
- La microfinance que la Banque pourrait promouvoir par le refinancement des EMF ;

De ce constat, se dégagent les grandes orientations de la Vision stratégique de la Banque, à savoir qu'elle entend s'affirmer pleinement comme :

- principale institution de financement de développement dans la CEMAC ;
- animateur du marché financier sous régional ;
- promoteur du financement de l'intégration régionale ;
- institution de référence en matière de financement des investissements privés.

En somme, en tant que principale institution de financement de développement dans la CEMAC, la Banque ambitionne d'appuyer les programmes nationaux, en particulier les stratégies de réduction de la pauvreté, par le financement des infrastructures

économiques de base et du développement rural (eau, électrification rurale, routes et pistes rurales, agriculture et petites unités de transformation).

En tant que animateur du marché financier sous régional, la Banque souhaite développer les instruments de transformation de l'épargne surabondante et promouvoir la création des nouveaux instruments spécialisés (instruments de garantie, capital risque, fonds de financement des études, FSDRB, FODEC, instrument spécialisé du crédit municipal, etc..).

En tant que promoteur du financement de l'intégration régionale, la Banque poursuivra sa stratégie de promotion de projets intégrateurs en particulier dans les projets d'infrastructures débouchant sur la CEEAC (énergie, télécommunication et transport).

En tant qu'institution de référence en matière de financement des investissements privés, la Banque compte soutenir l'extension et la modernisation des grandes entreprises privatisées, appuie l'émergence et le développement des innovations industrielles, notamment à travers les PME/PMI, accompagne l'IDE dans le partenariat public/privé.

Sur le plan opérationnel, la Banque s'est fixée pour objectifs, dans le cadre du Plan stratégique 2008-2012, de réaliser un volume d'engagements de FCFA 220 milliards. La Banque ambitionne de consacrer 30% de ses financements pour le secteur public, soit FCFA 66 milliards, et 70% au secteur privé, soit FCFA 154 milliards.

Pour l'exercice 2009, l'objectif de prises d'engagements nouveaux est de FCFA 35 milliards.

DEUXIEME PARTIE

ACTIVITES, GOUVERNANCE ET FONCTIONNEMENT DE LA BANQUE

2.1. ACTIVITES DE FINANCEMENT EN 2008

2.1.1. Situation des engagements

Pour soutenir la mise en œuvre des programmes ou projets d'investissement qui contribueront au renforcement des capacités de production, de l'intégration économique et à la lutte contre la pauvreté dans les Etats membres, la BDEAC a approuvé, au cours de l'exercice 2008, douze (12) opérations pour FCFA 23306 millions dont dix (10) propositions de prêts pour un montant de FCFA 22 945 millions et deux (2) avances pour études à hauteur de FCFA 325 millions.

Les concours accordés se rapportent au financement partiel des projets ou programmes ci-après :

- Refinancement de la Commercial Bank-Cameroun ;
- Construction et mise en exploitation du lycée privé Berthe et Jean à Essassa, au Gabon ;
- Financement des activités génératrices de revenus en milieu rural et périurbain de la Société Financière de Développement (SOFIDE), au Congo ;
- Extension et Intensification des activités de l'Union des Clubs d'Epargne et de Crédit du Mayo-Kebbi (UCEC-MK), au Tchad ;
- Augmentation de la capacité d'accueil du Complexe scolaire et universitaire NewTch Institut SA en Centrafrique ;
- Financement du programme complémentaire de construction et d'équipement des locaux professionnels des Mutuelles Congolaises d'Epargne et de Crédit (MUCODEC), au Congo ;
- 2ème phase du programme d'extension des plantations de la Société HEVECAM ;
- Extension de l'Hôtel OLYMPIC PALACE à Brazzaville, au Congo ;
- Mise en place d'une Unité de raffinage et de fractionnement d'huile de palme à Brazzaville (Société Congolaise des Corps Gras), au Congo ;
- Refinancement de la Banque de l'Habitat du Gabon (BHG), au Gabon.

La configuration des engagements de la Banque pendant la période sous revue peut être analysée en termes de risque, de répartition institutionnelle, de répartition sectorielle, de répartition géographique, et de leur contribution à l'intégration régionale.

a. Une maîtrise de risques à travers la politique de cofinancement

Dans sa politique de limitation de risques sur les

engagements, non seulement la BDEAC ne finance pas plus de 50% du coût total de projets du secteur privé qui lui sont soumis, mais surtout elle collabore avec des partenaires nationaux et internationaux pour le cofinancement des projets. Cette politique permet le partage d'informations durant toutes les phases du projet, réduit les risques et élargit considérablement le champ d'actions de la Banque. Au nombre de partenaires ayant cofinancés des projets approuvés en 2008 figurent BGFIBANK, LCB, ECOBANK CONGO, AFRILAN FIRST BANK.

b. Une répartition institutionnelle favorable au secteur privé

Le financement du secteur privé est perçu par la BDEAC comme une progression naturelle de sa mission de base qui est de soutenir les pays de la CEMAC dans leur développement économique et social. Par le financement du secteur privé, la Banque encourage la croissance des entreprises privées productives et stimule l'expression des marchés locaux de capitaux.

La Banque reconnaît l'importance des micro, petites et moyennes entreprises dans la création d'emplois et la croissance économique, et l'impact direct qui en découle pour l'atténuation de la pauvreté.

Dans le secteur financier, les projets ayant reçu un appui au cours de l'année sous revue concernaient une banque commerciale, des Etablissements de microfinance et une Banque de financement de l'habitat.

Dans le secteur non financier, les projets financés au cours de la même année sont ceux qui permettent d'introduire de nouvelles technologies ou techniques au sein de l'entreprise bénéficiaire. Les secteurs financés englobent notamment les Services, l'Immobilier, le Tourisme et l'Agro-industrie.

Au nombre des instruments utilisés dans les opérations en faveur du secteur privé figurent les lignes de crédit accordées à des institutions financières nationales et les prêts-projets directs. La durée des prêt se situent en générale entre cinq et douze ans.

c. Répartition sectorielle

En 2008, les montants des prêts approuvés ont totalisé FCFA 22 945 millions répartis entre le secteur financier (44,4 %) et le secteur non financier (55,6 %). Les montants approuvés pour le secteur financier comprennent les lignes de crédit accordée à la CBC au Cameroun et à la BHG au Gabon, ainsi que les prêts à la MUCODEC, à la SOFIDE et l'UCEC-MK, respectivement au Congo, pour les deux premiers organismes de microfinance, et au Tchad pour le dernier. Au nombre de prêts approuvés dans les autres secteurs figurent les projets ci-après :

- Construction et mise en exploitation du lycée privé Berthe et Jean à Essassa ;
- Augmentation de la capacité d'accueil de NewTech Institut SA ;
- 2ème phase du Programme d'extension des plantations de la Société HEVECAM ;
- Extension de l'Hôtel OLYMPIC PALACE ;
- Unité de raffinage et de fractionnement d'huile de palme à Brazzaville (Société Congolaise des corps gras) ;

Tableau 7. Répartition sectorielle des projets en 2008

Secteur	Nombre Projets	Montants (millions de FCFA)	%
Financier	4	10 195	44,4
Services	2	1 650	7,2
Immobilier	1	4 000	17,4
Tourisme	1	2 000	8,7
Agro-industrie	2	5 100	22,2
Total	10	22 945	100

A ces projets s'ajoutent deux (2) Etudes financées par la Banque à hauteur de FCFA 325 millions, notamment les études et travaux promotionnels du Premier Programme Prioritaire PDCT-AC pour FCFA 75 millions et, le Schéma Institutionnel du Système Electrique Interconnecté Boali-Bangui pour FCFA 250 millions.

Aussi, la Banque a-t-elle accordé des subventions sur le fonds Suisse aux Etablissements de Microfinance en appui institutionnel d'un montant de FCFA 36 millions.

d. Répartition géographique

Dans la répartition géographique des engagements en général en faveur des Etats membres, l'exception de la Guinée Equatoriale où les opérations

identifiées n'ont pas abouti à des financements avant la fin de la période, tous les autres pays ont reçu les financements ci-après : Cameroun, FCFA 7 500 millions (32,2 %) ; Centrafrique, FCFA 900 millions (3,9 %), Congo, FCFA 8 755 millions (37,6 %) ; Gabon, FCFA 6 000 millions (25,7 %), Tchad, FCFA 76 millions (0,3 %). Aux engagements en faveur des Etats, s'ajoute le financement de l'intégration à travers les Etudes et travaux promotionnels du Premier Programme Prioritaire PDCT-AC de 75 millions (0.3 %).

Tableau 8. Répartition géographique des engagements en 2008

Pays	Op	dont P	Av. E	Sub	Eng Gén	%
Cameroun	2	7 500			7 500	32,2
Centrafrique	1	600	250		900	03,9
Congo	4	8 735		20	8 755	37,6
Gabon	2	6 00			6 000	25,7
Guinée Eq.	0					00,0
Tchad	1	60		16	76	00,3
Régionale	1		75		75	00,3
Total	11	22 945	325	36	23 306	100

Op : Opérations approuvées, *P* : Prêts, *An. E* : Avances pour Etudes ;

Sub : Subvention sur Fonds suisse ; *Eng. Gén.* : Engagements en général

e. Contribution à l'intégration régionale

La BDEAC promeut une intégration régionale comme moteur de la croissance et du développement national sous quatre modalités, par :

- les infrastructures régionales, notamment celles qui débouchent sur les sous-régions voisines (tournée particulièrement vers la CEEAC) ;
- la production en favorisant les échanges inter-industriels ;
- le capital à travers le marché financier régional, les entreprises à capitaux transnationaux et le marché à travers les entreprises exportatrices dans la Communauté.

Les projets d'intégration économique sont ceux qui :

- sont d'intérêt commun à au moins deux Etats ;
- sont promus par des organisations sous-régionales ou régionales auxquelles participent au moins deux Etats de la CEMAC ;
- appartiennent pour 35 % au moins de leur capital social à des ressortissants des Etats de la CEMAC autres que celui d'implantation ;
- s'approvisionnent pour plus de 20 % de leurs consommations intermédiaires dans les autres pays de la CEMAC ;
- exportent au moins 20 % de leur chiffre d'affaires dans les pays de la CEMAC.

Parmi les principaux instruments de promotion de l'intégration, la BDEAC fait jouer depuis quelques années, celui des appuis techniques et conseils financiers au montage des programmes d'infrastructures communautaires, notamment dans le domaine des transports. C'est le cas du Plan Directeur Consensuel des Transport en Afrique Centrale (PDCT-AC).

f. Incidences sur l'évolution des engagements

Les nouveaux financements de projets consentis au cours de l'année sous revue portent le cumul des engagements bruts de la BDEAC, depuis le redémarrage de ces activités en juin 2003, à 96 075 millions, répartis comme suit :

- FCFA 94 238 millions d'engagements par prêts ;
- FCFA 868 millions d'avances pour des études de faisabilité ;
- FCFA 700 millions de prises de participations ;
- FCFA 166 millions de contribution au budget de promotion du PDCT-AC ;
- FCFA 18 millions de contribution à la publication

des « Economies de l'Afrique Centrale 2004 » ;

- FCFA 85 millions d'appui institutionnel imputés sur Fonds suisse.

2.1.2. Description des opérations approuvées en 2008

A. Les Projets

Refinancement de la Commercial Bank-Cameroun

Description du Projet : Une ligne globale de refinancement a été sollicitée par la CBC et accordé pour répondre aux besoins de financement des PME/PMI installées au Cameroun, à partir des critères d'éligibilité visant à affermir la qualité du portefeuille, faciliter la mobilisation des ressources et poursuivre les objectifs de rentabilité sur un pipeline indicatif à actualiser.

L'encadrement de la sélection des opérations portera sur plusieurs critères :

- Plafond par prêt subsidiaire : F CFA 1 000 millions ;
- Plancher par prêt subsidiaire : F CFA 50 millions ;
- Durée minimale par prêt subsidiaire : 3 ans

Localisation : Le projet est localisé au Cameroun.

Objectifs du projet : Ces ressources devraient permettre à la CBC d'atteindre deux objectifs de développement complémentaires :

- participer activement à la stratégie nationale de promotion des PME/PMI dans le cadre de la relance de l'activité économique liée aux investissements générés par les ressources additionnelles issues du mécanisme de l'initiative PPTE ;
- améliorer son offre face à la demande croissante des PME/PMI, afin de consolider ses acquis dans l'activité bancaire, atteindre une part de marché de 10 % à la fois sur le volume des dépôts et des crédits, compléter sa gamme de produits en consolidant sa position de banque Corporate.

Financement BDEAC : Cinq Milliards (5.000.000.000) Francs CFA

Construction et mise en exploitation du lycée privé Berthe et Jean à Essassa

Description du Projet : Le projet porte sur la création, à Essassa (Libreville), d'un établissement privé d'enseignement secondaire à cycle complet avec internat (de la 6ème en terminale) dont la capacité d'accueil est escomptée à 768 élèves dans les salles de classe et à 600 élèves à l'internat.

Description du Projet : Le projet porte sur la création, à Essassa (Libreville), d'un établissement privé

d'enseignement secondaire à cycle complet avec internat (de la 6ème en terminale) dont la capacité d'accueil est escomptée à 768 élèves dans les salles de classe et à 600 élèves à l'internat.

Localisation : La localité d'Essassa se trouve administrativement dans le District de Bikélé, département du Komo Mondah (Province de l'Estuaire). Elle est située à 24 km environ de Libreville, Chef lieu de Province et capitale gabonaise. La route nationale, bitumée, relie Libreville à Essassa.

Objectifs du projet : Le principal objectif du projet

porte sur la mise à disposition d'une structure scolaire capable de se positionner rapidement comme un pôle d'excellence et de devenir une référence nationale et internationale dans le domaine de l'enseignement secondaire générale. La création de cet établissement vise à réduire l'écart qui existe entre la forte demande en formation de qualité et une offre insuffisamment établie pour la couvrir.

Financement BDEAC : Un milliards (1.000.000.000) Francs CFA

Schéma de financement du projet

Source de Financement	Nature	Montant	%
SCMEE	Fonds propres	1.300	48,15
BDEAC	Emprunt	1.000	37,04
BGFIBANK	Emprunt	400	14,81
TOTAL		2.700	100,0

Financement des activités génératrices de revenus en milieu rural et périurbain de la Société Financière de Développement (SOFIDE)

Description du Projet : SOFIDE est un Etablissement de microfinance de première catégorie créé en 1994. Elle pratique la collecte de l'épargne et fait des placements. Cette dernière activité l'a conduit à souscrire un emprunt obligataire de la BDEAC en 2005.

Le financement de la BDEAC devrait permettre à la SOFIDE de financer les activités génératrices de revenus des groupements identifiés dans sa zone d'activité ainsi que de financer des actions d'accompagnement du projet, notamment le renforcement des capacités humaines et matérielles.

Localisation : Congo

Objectifs du projet : Les principaux objectifs demeurent la promotion des activités productives en milieu rural et périurbain, la transformation des produits locaux ; la création d'emplois au sein des couches défavorisées de la population de la zone d'intervention du projet ; l'accès aux services financiers aux groupements de producteurs et petits opérateurs économiques.

Financement BDEAC : Cent Cinquante Cinq Millions (155.000.000) Francs CFA, dont 135 000 000 de ligne de crédit et 20 000 000 de contribution non remboursable.

Extension et Intensification des activités de l'Union de Clubs d'Epargne et de Crédit du Mayo-Kebbi (UCEC-MK)

Description du Projet : Structure de microfinance de la première catégorie, l'UCEC-MK existe depuis 1993 et compte 46 clubs d'épargne et de crédits installés dans 7 délégations régionales, pour un total de 53 000 membres épargnants répartis dans 8 600 groupements.

Le financement de la BDEAC devrait permettre à l'UCEC-MK de financer les activités génératrices de revenus des groupements identifiés dans sa zone d'activité, financer des actions d'accompagnement du projet, notamment le renforcement des capacités humaines et matérielles.

Localisation : Tchad

Objectifs du projet : Les principaux objectifs demeurent la promotion des activités productives en milieu rural et périurbain, la transformation des produits locaux ; la création d'emplois au sein des couches défavorisées de la population de la zone d'intervention du projet ; l'accès aux services financiers aux groupements de producteurs et petits opérateurs économiques.

Financement BDEAC : Soixante Seize Millions (76.000.000) Francs CFA, scindé en 60 000 000 de ligne de crédit et 16 000 000 de contribution non remboursable.

Augmentation de la capacité d'accueil du Complexe scolaire et universitaire NewTech Institut SA en Centrafrique

Description du Projet : Le projet a pour objet d'accroître la capacité d'accueil de Newtech Institut, un établissement de formation regroupant les cycles, à savoir, le primaire, le secondaire et le supérieur. Le nouveau complexe scolaire à construire comprendra 36 salles de classe de 35 à 40 élèves et 9 laboratoires et un amphithéâtre de 250 places. Avec ce complexe, la capacité d'accueil de l'établissement sera de plus de 6.000 étudiants, soit plus de huit fois la capacité nominale de l'unique université de la RCA.

Localisation : Le complexe scolaire qui hébergera les

cycles du secondaire et de l'enseignement supérieur se situera sur le site de PK 4 ex-Capmea à Bangui. L'Université Libre d'Afrique Centrale sera construite sur le site de Gbangouma (Ouango) à Bangui.

Objectifs du projet : L'objectif global du projet est de construire et équiper un véritable complexe scolaire et universitaire privé pouvant accueillir 3600 élèves et étudiants à l'horizon 2010. La première phase du projet vise à porter la capacité d'accueil du complexe de 922 élèves à 3000 élèves. La deuxième phase du projet consiste à porter la capacité du complexe supérieur de 417 étudiants à 7000 étudiants.

Financement BDEAC : Six Cents Cinquante Millions (650.000.000) Francs CFA

Schéma de financement du projet

Source de Financement	Nature	Montant	%
NEWTECH	Fonds propres	720	40,0
BDEAC	Prêt	650	36,1
BANQUE LOCALE	Prêt	430	23,9
TOTAL		1.800	100

Financement du programme complémentaire de construction et d'équipement des locaux professionnels des Mutuelles Congolaises d'Epargne et de Crédit (MUCODEC)

Description du Projet : La requête pour le financement du programme complémentaire de construction et d'équipement des locaux professionnels de la Fédération des MUCODEC a été soumise à la BDEAC le 15 mai 2008, par la Société Civile Immobilière MUCODEC (SCI-MUCODEC). Cette demande complémentaire fait suite à la précédente intervention de la Banque effectuée en 2006, pour un montant de FCFA 3 000 millions, en faveur de la deuxième phase de ce programme et pour lequel les décaissements sont terminés. Le programme complémentaire porte essentiellement sur :

- L'achat de 2 terrains, à Ouénzé et à Potopoto (Brazzaville);
- L'extension de 2 à 4 à étages du bâtiment de la Gare à Brazzaville ;

- La construction de sept (7) nouveaux CLM ;
- L'achèvement des travaux de construction des CLM déjà amorcées dans la première et seconde phase du projet ;
- L'achat de matériels informatiques, de mobiliers de bureau, de groupes électrogène

Localisation : Le programme d'investissement de la SCI-MUCODEC pour la construction, la réhabilitation et l'équipement des locaux professionnels du Groupe des MUCODEC se situe à Brazzaville (Congo) et à l'intérieur du pays.

Objectifs du projet : Le financement complémentaire sollicité se justifie par le développement rapide des activités de la Fédération des MUCODEC, qui la contraint à anticiper la phase 3 du programme de construction de ses locaux professionnels, dont le démarrage devait normalement intervenir en 2010.

Financement BDEAC : Quatre Milliards (4.000.000.000) Francs CFA

Schéma de financement du projet

Source de Financement	Nature	Montant	%
MUCODEC	Fonds propres	7.138	64,0
BDEAC	Emprunt	4.000	36,0
TOTAL		9.213	100,0

2^{ème} phase du programme d'extension des plantations de la Société HEVECAM

Description du projet : Le projet a pour objet l'achèvement du programme d'extension de 2.000 ha de plantations de HEVECAM lancé en 2005, notamment par la plantation de 806 ha en complément des 1194 ha plantés entre 2005 et 2007. Il vise également l'entretien de l'ensemble des 200 ha, la maintenance des engins lourds et l'achèvement de la construction des logements pour le personnel.

Localisation : Nié'été, au Cameroun

Objectifs du projet : L'objectif poursuivi est d'accroître la surface totale des plantations de 17.905 ha en décembre 2007 à 18.711 ha en fin 2008.

Financement BDEAC : Milliards Cinq Cents Millions (2.500.000.000) Francs CFA

Schéma de financement du projet

Source de Financement	Nature	Montant	%
HEVECAM	Fonds propres	2.605	51
BDEAC	Emprunt	2.500	49
TOTAL		5.105	100,0

Extension de l'Hôtel OLYMPIC PALACE

Description du projet : Le projet porte sur l'extension de la taille de l'hôtel OLYMPIC PALACE, par la construction sur son aile droite d'un bâtiment pouvant contenir une quinzaine d'unités d'hébergement. Les travaux d'extension consistent en la construction d'un bâtiment de trois étages fournissant une capacité d'accueil de 15 clés, répartie de la manière suivante :

- 2 chambres standard par étage, soit 6 au total ;
- 1 suite présidentielle par étage, soit 3 suites au total ;
- L'aménagement d'un sous-sol destiné à un night club et un casino ;
- L'aménagement d'une salle de fête de 500 places au rez-de-chaussée ;
- L'aménagement d'une nouvelle salle de restauration ;

- La modification et l'agrandissement du hall d'entrée principal de l'hôtel ;
- L'aménagement d'une galerie marchande de 5 magasins sur l'aile gauche du hall ;
- La construction d'un auvent devant l'entrée de l'hôtel pour permettre une desserte à l'abri de la pluie ;
- La modification de l'ascenseur pour permettre la desserte de la nouvelle aile.

Localisation : Le projet se situe à Brazzaville (Congo).

Objectifs du projet : Les objectifs principaux du projet consistent à (i) porter la capacité d'hébergement de l'hôtel à 64 clés, contre 49 actuellement et (ii) conforter la place de leader de l'hôtel sur le marché hôtelier « 4 étoiles » à Brazzaville.

Financement BDEAC : Deux Milliards (2.000.000.000) Francs CFA

Schéma de financement du projet

Source de Financement	Nature	Montant	%
OPH S.A	Fonds propres	1.520	34
BDEAC	Emprunt	2.000	44
LCB	Emprunt	1.000	22
TOTAL		4.520	100,0

Mise en place d'une Unité de raffinage et de fractionnement d'huile de palme à Brazzaville (Société Congolaise des Corps Gras)

Description du projet : Le projet de mise en place d'une unité de raffinage et de fractionnement d'huile de palme par la SCCG a pour objet la production de l'huile de table, des savons solides, des acides gras et des stéarines.

Localisation : usine de la SCCG SA sera implantée à Brazzaville, Congo. Elle sera érigée sur le site abritant l'ancienne savonnerie (SPRO).

Objectifs du projet : Le projet prévoit, en année de croisière, la commerciale de 11 529 tonnes d'huile de table (dont 30 % destinées à l'exportation), 7800 tonnes de savons (dont 25 % destinés à l'exportation), 530 tonnes d'acides gras et 260 tonnes de stéarines.

Financement BDEAC : Deux Milliards Six Cents Millions (2.600.000.000) Francs CFA

Schéma de financement du projet

Source de Financement	Nature	Montant	%
SCCG S.A.	Fonds propres	3.150	35
BDEAC	Emprunt	2.600	29
AFRILAND FIRST BANK	Emprunt	2.250	25
AUTRES BANQUES	Emprunt	1.000	11
TOTAL		9.000	100,0

Refinancement de la Banque de l'Habitat du Gabon (BHG)

Description du projet : La requête de mise en place d'une ligne de refinancement en faveur de la Banque de l'Habitat du Gabon (BHG) a été introduite à la BDEAC par lettre en date du 05 février 2007 du Directeur Général de l'Institution.

Le concours sollicité d'un montant de F CFA 5.000 millions est sous-tendu par : (i) le diagnostic établi en février 2005 dans le cadre des travaux du Ministère de la Planification sur le Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté (DSRP), faisant ressortir un déficit au Gabon de 160.000 logements décents sur les vingt (20) prochaines années ; et (ii) le coût d'une villa socio-économique qui demeure très élevé, compris entre F CFA 15 millions et 30 millions, rendant difficile l'accès au logement décent par les catégories salariales les plus faibles.

La ligne de refinancement envisagée porte sur deux (2) lotissements : (i) le lotissement OKALA-MICKOLONGO prévoit la construction de 190 villas dont 150 sur financement BDEAC ; et (ii) le lotissement d'Angondjé qui correspond à une parcelle de 37 ha attribuée par l'Etat aux enseignants et chercheurs des universités du Gabon, prévoit la construction de 350 villas dont 141 sur financement BDEAC.

Localisation : Gabon

Objectifs du projet : Le projet d'octroi d'une ligne de

refinancement à la BHG s'inscrit dans le cadre du Plan Stratégique 2008-2012 de la Banque, dont l'un des axes stratégiques est de contribuer au renforcement des Institutions Financières Nationales (IFN) de la CEMAC. Il répond aux préoccupations suivantes : (i) permettre le développement harmonieux des activités des IFN par le renforcement de leurs ressources stables en vue d'une meilleure adéquation des ressources aux emplois ; et (ii) concourir à la promotion de l'habitat social, notamment par la réalisation des projets immobiliers qui répondent à des objectifs de développement national et qui contribuent à la lutte contre la pauvreté.

Financement BDEAC : Cinq Milliards (5.000.000.000) Francs CFA

B. Les Etudes

Etudes et Travaux Promotionnels du Premier Programme Prioritaire PDCT-AC

Description du Projet : Le PPP/PDCT-AC est l'instrument de présentation des priorités du PDCT-AC à l'horizon 2010. Il indique la liste des projets dont la mise en œuvre sera effective au cours des années 2007 à 2010 et sert de base à la consultation des bailleurs de fonds. Sur la base de la liste des projets prioritaires du PDCT-AC établie à travers le PPP/PDCT-AC, la Banque identifiera les volets porteurs et suffisamment mûrs pouvant enrichir son pipe-line de

projets, dans le cadre de ses stratégies de développement et de financement des infrastructures pour les années à venir, énoncées dans le Plan Stratégique 2008-2012.

En 2007, la Banque a participé au budget de mise en œuvre du Plan Directeur Consensuel des Transports en Afrique Centrale (PDCT-AC) par le financement, à hauteur de FCFA 91 millions. Les études et travaux promotionnels ont débouché sur l'adoption, le 22 juin 2007 à Libreville (Gabon), du Premier Programme Prioritaire du PDCT-AC (PPP/PDCT-AC) comportant 55 projets, tous modes confondus : routiers, ferroviaires, portuaires, aéroportuaires et fluviaux.

Dans le cadre du Plan Stratégique 2008-2012, la Banque a prévu de poursuivre sa contribution à la réalisation concrète des projets du PPP/PDCT-AC, notamment par la mobilisation de la communauté des bailleurs de fonds internationaux.

Dans cette perspective, une contribution additive de la Banque était nécessaire pour assurer le financement des études et travaux promotionnels du PPP/PDCT-AC, devant déboucher sur la convocation et la tenue de la table ronde des bailleurs de fonds du PDCT-AC.

Les activités prévues dans le cadre de la promotion du PDCT-AC sont classées en trois catégories :

- les études de pré-investissement et de pré-faisabilité, réalisées soit par des groupes de travail conjoints constitués au sein du COS, soit par des Consultants extérieurs commis à cet effet ;
- les travaux effectués dans le cadre des réunions et conférences regroupant les Experts nationaux (pour la restitution des résultats issus des études), les membres du COS (pour l'examen des conclusions des travaux des Experts nationaux) et les Ministres (pour l'approbation et la validation des études) ;
- l'édition et les publications des ouvrages, documents et supports promotionnels ou de gestion du Plan ;
- les missions d'études des experts du COS, de promotion du PDCT-AC et de sensibilisation auprès des bailleurs de fonds.

Localisation : Projet régional CEEAC

Objectifs du projet : En Afrique Centrale, la circulation d'un pays à l'autre a toujours constitué un obstacle majeur à l'intégration sous-régionale. Cette sous-région accuse en effet un net retard en matière d'infrastructures de transports terrestres, notamment le réseau routier, par rapport aux autres sous-régions d'Afrique, Afrique de l'Ouest et Afrique Australe en particulier. L'Afrique Centrale (espace CEEAC) a la

plus faible densité du réseau routier d'Afrique établi à 2,2 km/100 km² pour 147 300 km de routes toutes catégories et seulement 0,3 km/100 km² pour les routes bitumées. Elle détient également la plus forte proportion de tronçons manquants du continent avec un taux de 47%.

C'est pour lever ce goulot d'étranglement qui plombe la réalisation de l'intégration de la sous-région que les Gouvernements des deux groupements économiques régionaux de l'Afrique Centrale, la CEMAC et la CEEAC, ont adopté en janvier 2004 un Plan Directeur Consensuel des Transports en Afrique Centrale (PDCT-AC), qui répond au besoin d'harmonisation des réseaux de référence pour les liaisons de la sous-région et s'intègre parfaitement au volet infrastructures du NEPAD.

Financement BDEAC : Soixante Quinze Millions (75.000.000) Francs CFA

Schéma Institutionnel du Système Electrique Interconnecté Boali – Bangui.

Description : Par ce financement, la Banque de Développement des Etats de l'Afrique Centrale (BDEAC) consent à la République Centrafricaine un concours pour le financement des études relatives à la mise en place du schéma institutionnel du système électrique interconnecté Boali – Bangui.

Objectifs : Ces études répondent au souci du Gouvernement Centrafricain d'augmenter d'une manière significative le taux d'accès des populations tant en milieu urbain, périurbain que rural à l'électricité de qualité. Le Gouvernement entend aussi par là stimuler une croissance économique soutenue pour un développement conforme aux orientations des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD). La réalisation de ces études, puis du projet qui va en découler revêt un caractère stratégique. En plus de sécuriser le réseau interconnecté de la Société Energie Centrafrique (ENERCA), du point de vue politique, il s'inscrit également, au plan sous-régional des échanges d'énergie électrique piloté par le Pool Energétique de l'Afrique Centrale (PEAC), organe spécialisé de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique Centrale (CEEAC) en collaboration avec la Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC)

Localisation : Boali-Bangui, en Centrafrique

Financement BDEAC : Deux Cent Cinquante Millions (250 000 000) F CFA

2.2. Situation des Décaissements/ Remboursement en capital

Au cours de l'année sous revue, les décaissements ont été d'environ 16 milliards de Franc CFA. Ces

décaissements rapportés aux remboursements reçus font ressortir des flux nets largement positifs de ressources en faveur des Etats membres de la CEMAC, preuve que la BDEAC répond efficacement à sa mission de financement du développement.

Tableau 9 : Décaissements / Remboursements (En millions de F CFA)

	2006	2007	2008
Décaissements	9.290	11.841	15.714
Remboursement en capital		314	944

2.3. Situation du Portefeuille des Prêts

a. Profil de risque du portefeuille

Le Conseil d'Administration de la Banque a approuvé au cours de l'exercice 2008, douze (12) opérations dont dix (10) propositions de prêt projets pour un montant de FCFA 22 945 millions et deux (2) avances pour étude à hauteur de FCFA 325 millions, soit un volume total d'engagement de FCFA 22 981 millions, contre 27 541 millions en 2007, en baisse de près de 18%.

Tous les prêts approuvés en 2008 ont fait l'objet d'une notation initiale. Les notes s'étalent de 1 à 5, avec une moyenne de 3,22.

Le profil brut de risque de crédit de l'ensemble du portefeuille de 41 opérations au 31 décembre 2008 est de 3,39 ; ce qui correspond à un risque modéré. Considérées individuellement, les notes de risque des prêts du portefeuille vont de la note 1, risque très faible, à la note 6, risque élevé. La situation détaillée se présente comme suit :

Tableau 10 : Profil brut de risque de crédit de l'ensemble du portefeuille

Note	Type de risque	Nombre d'opération
1	risque très faible	2
2	risque faible	6
3	risque modéré	15
4	risque acceptable	12
5	risque élevé, mais acceptable	5
6	risque élevé	1

b. Evolution du portefeuille

L'encours total des prêts au 31 décembre 2008 s'établit à FCFA 46 814 millions, contre 32 116 millions à la fin de l'exercice précédent, ce qui représente un accroissement de 45,76%, après une forte progression de 55,42% entre 2005 et 2006. Cette évolution résulte de:

- des décaissements importants, réalisés à hauteur de FCFA 15 714 millions en 2008, contre FCFA 11 841 millions en 2007 et FCFA 9 290 millions en 2006 pour des engagements cumulés confirmés par la signature d'accords de prêts de FCFA 33 062 millions, FCFA 60 068 millions et FCFA 78 137 millions, respectivement en 2006, 2007 et 2008. Le montant brut cumulé des prêts approuvés depuis la reprise des financements en 2003 étant de FCFA 99 238 millions, dont FCFA 22 945 millions pour l'exercice 2008;

- l'entrée en remboursement de cinq nouveaux prêts (CNIC, ASECNA 1, CDS, Cotel Tchad, GFAD). L'ancien portefeuille ne comporte que deux prêts immobilisés et trois prêts contentieux.

L'effet sur le portefeuille du gel du prêt consolidé sur l'Etat Centrafricain et du prêt SOCATEL garanti par l'Etat demeure très fort, avec un encours total au 31 décembre 2008 de FCFA 6 143 millions, soit 13,1% de l'encours total des prêts au 31 décembre 2008. Bien que la RCA (qui porte les deux prêts immobilisés) s'achemine vers l'atteinte du point d'achèvement de l'initiative PPTE en 2009, les perspectives d'une couverture partielle de la dette de la BDEAC par des donateurs bilatéraux semblent encore incertaines.

L'évolution du portefeuille de prêts a été aussi marquée :

- par le paiement effectif de l'Etat Camerounais de FCFA 1 000 millions pour solde du prêt CICAM ;

- le déclassement en prêt douteux du prêt GFAD (Moringa), dont les trois premières échéances trimestrielles de remboursement du capital d'un montant total de FCFA 8 millions n'ont pas été honorées.

La facturation sur les prêts et les règlements enregistrés de la clientèle ont évolué de la manière suivante :

- la part de l'encours exigible dans l'encours global revient de 5,17 % au 31 décembre 2007 à 3,85% au 31 décembre 2008. Cette tendance est due à la bonne tenue des prêts performants et au recouvrement du montant exigible sur les prêts immobilisés (RCA.PP consolidés).
- en 2008, les règlements de la clientèle se sont chiffrés à FCFA 4 811 millions (dont 55 millions d'intérêts bonifiés sur le prêt CBT), sur un montant total dû de FCFA 6 462 millions, soit un taux de recouvrement de 67%, contre 51 % en 2007. Cette légère amélioration est essentiellement due à l'augmentation des prêts productifs et au

paiement effectué par l'Etat Camerounais pour solde du prêt CICAM.

De ce fait, la structure du portefeuille des prêts a ainsi évolué :

- une augmentation de la part des prêts performants de 79,3% à 86,1% de l'encours brut en un an ;
- une diminution de la part des prêts immobilisés, qui passe de 18,9% en 2007 à 13,1% au 31 décembre 2008.
- une baisse significative de la part relative des prêts contentieux, qui ne représente plus que 0,8% de l'encours, contre 1,8% en 2007 et 13,7% en 2005.

En effet, au cours de l'exercice 2008, tous les prêts contentieux, qu'ils figurent au bilan de la Banque ou traités en hors bilan, ont fait l'objet d'actions adaptées pour chaque affaire. Dans certains cas, la voie amiable a permis d'obtenir de bons résultats ; dans d'autres, la voie judiciaire a été activée ou poursuivie.

Tableau 11 : Evolution du Portefeuille des prêts (En millions de F CFA)

Portefeuille	Encours global		Encours exigible	
	décembre 07	décembre 08	décembre 07	décembre 08
Prêts performants	26.080	40.300	859	1.256
Prêts immobilisés	6.226	6.143	259	176
Prêts douteux	0	0	0	0
Prêts contentieux	584	371	584	371
Total général	32.890	46.814	1.702	1.803

Conformément à sa politique de réservation d'intérêts et de provision, la Banque a constitué au 31 décembre 2008 des provisions pour dépréciation des comptes de la clientèle à hauteur de FCFA 322 millions, auxquelles il convient d'ajouter des provisions pour risques bancaires généraux de FCFA 3 624 millions.

Au cours de l'exercice, la Banque a retenu un montant d'intérêts réservés (calculés et retirés du revenu de la Banque) de FCFA 2 714 millions. Ce stock est identique à celui établi à fin 2007.

Le risque sur prêts, net des provisions pour dépréciation d'une part et des intérêts réservés d'autre part, est évalué à FCFA 43 862 millions à la fin de l'exercice 2008, contre FCFA 29 648 millions un an plus tôt, soit une progression de 47,94 %. Le rapport entre les provisions pour risques bancaires généraux et le risque net s'est ainsi établi à 8 % en 2008 contre 10,6 % en 2007 et 18,3 % en 2006. La couverture du risque net a baissée de manière très significative par rapport aux deux années antérieures.

Globalement, l'évolution du portefeuille des prêts s'améliore sous l'effet de la croissance de la proportion des prêts productifs. Les perspectives de décaissements sur les prêts déjà confirmés par la signature des accords de prêts et sur les prêts accordés à la fin de l'exercice 2008, ainsi que la perspective de prise de nouveaux engagements devraient permettre une nette amélioration du portefeuille des prêts au cours de l'année 2009, deuxième année du Plan stratégique 2008-2012.

2.4. Situation des Prêts Contentieux

Au cours de l'année sous revue, trois dossiers contentieux ont connu un dénouement :

- La procédure engagée par la Banque contre la société SIFROID et de son promoteur a finalement abouti au règlement définitif du dossier. Au terme d'une transaction, le promoteur a réglé la somme de 150 millions à la Banque. Un arrêt de

la Cour d'Appel de Brazzaville a homologué le procès verbal de règlement définitif du litige en octobre 2008.

- La Banque a finalement perçu en date du 26 septembre 2008 la somme de FCFA 1 000 millions, payée par le gouvernement camerounais pour mettre un terme définitif au contentieux CICAM. Ce versement porte à 1 258 millions le total des sommes recouvrées au titre de ce dossier, après la somme de FCFA 258 millions payée directement par la CICAM en 2007.
- Après le retrait de la Grosse du Jugement du 28 février 2006 par lequel le Tribunal de Commerce de Brazzaville condamne la société Polygraph-Congo et son promoteur à payer à la Banque la somme de FCFA 557 203 603 et des dommages-intérêts, la Banque a entamé l'exécution forcée de la décision. Finalement, le promoteur a sollicité un règlement amiable auprès de la Banque. Il a procédé à des règlements de FCFA 75 millions et de 12,5 millions et sollicité une consolidation de ses engagements sur quatre ans.

2.5. Activités de Mobilisation des Ressources

Compte tenu des implications importantes des politiques financières, la Banque a inscrit dans le Plan Stratégique 2008-2012 la définition et la mise en œuvre d'un cadre de mobilisation des ressources et de gestion sécurisée de la trésorerie reposant sur des politiques, normes, instruments et contrepartie agréés dans un guide de référence.

La Banque a également renforcé sa coopération avec ses traditionnels partenaires dans la Sous-région et a entamé des relations avec de nouveaux partenaires, en particulier avec des bailleurs de fonds internationaux.

S'agissant de l'évolution des imputations sur les emprunts existants, la Banque a procédé aux tirages des emprunts dont le portefeuille comprend la ligne de crédit BEI, celle de la BEAC ainsi que l'emprunt obligataire 2007. La ligne de crédit de la BEI de 15 millions d'euros (environ 10 milliards de FCFA) a été décaissée en totalité pour le refinancement des prêts ci-après :

- Celtel Tchad (Eur 5 000 000) ;
- Laboratoires Biopharma S.A (Eur 1 791 200),
- Immo Congo (Eur 5 000 000)
- Telecel RCA (Eur 3 208 800).

Quant à la ligne de crédit de la BEAC (10 milliards FCFA), en plus de l'imputation du prêt AES SONEL (6,5 milliards FCFA), la Banque a obtenu une seconde imputation du prêt Celtel Congo, épuisant ainsi

l'enveloppe initiale du crédit revolving.

La souscription de l'emprunt obligataire BDEAC s'est poursuivie en 2008. A la date limite de souscription, la Banque a enregistré un total de 18,02 milliards FCFA. Le solde qui correspond à 1,4 milliards a été souscrit par les investisseurs de l'Afrique de l'ouest.

Il faut indiquer également que la Banque a du renoncer à une souscription de 10 milliards FCFA avec un groupe bancaire (Standard Chartered Bank) dont l'offre ne cadrait plus avec les conditions initialement convenues.

En terme de règlement d'échéances, les différents règlements ont été apprêtés et n'attendent qu'à être exécutés à bonne date de valeur. Il a été tenu compte du remboursement du premier quart du principal de l'EOPP 2004/2005.

Quant à l'instruction de nouvelles demandes de lignes de crédit, la Banque a introduit une requête à la BEI pour l'octroie d'une nouvelle ligne de crédit de 30 millions d'euros (environ 20 milliards FCFA) et une intervention sous forme de quasi fonds propres.

Dans le même sens, la BAD a répondu favorablement à la requête de la Banque en vue de l'octroie d'une ligne de crédit de 30 millions d'euros destiné au secteur privé.

Une requête de 30 milliards adressée au Gouverneur de la BEAC a été préparée dans laquelle il est formellement demandé la sortie de la Banque du Guichet B du marché monétaire. Il y est préconisé la mise en place en faveur de la Banque d'une ligne de crédit qui fonctionnerait sur la base de décisions d'imputation de projets à refinancer. Le tirage de fonds se ferait donc de façon progressive en fonction des opérations proposées par la BDEAC et acceptées par la Banque Centrale.

Au cours de l'exercice, non seulement des actions de prospection ont été menées en direction de nouveaux bailleurs tels que IDC (Industrial Development Corporation), DBSA (Development Bank of Southern Africa), JICA (Japanese International Cooperation Agency), mais, surtout, la Banque a poursuivi les échanges avec les partenaires sur des dossiers en cours de négociation. Il s'agit notamment :

- de la BADEA (12 millions d'euros) dont la ligne de crédit est destinée à financer les projets agricoles et agro-industriels en République du Congo ;
- du Fonds de l'OPEP (15 millions d'euros) pour le financement du secteur privé,
- du Fonds Libye-Afrique pour l'Investissement (70 millions de dollars US) pour le financement des infrastructures.

D'autres activités menées dans le domaine de la mobilisation des ressources concernent la participation de la Banque aux réunions techniques du FODEC (Fonds de Développement de la Communauté) et le FORAPE.

Dans le premier cas, la Banque a d'abord pris part aux réunions sur le réaménagement des textes du FODEC, à la suite de la décision du Comité Ministériel de l'UMAC d'affecter 20% des bénéfices distribuables de la BEAC au financement des projets intégrateurs de la CEMAC. Les textes ainsi réaménagés ont été adoptés lors de la réunion du Conseil des Ministres le 20 juin 2008 à Yaoundé et comprennent :

- le Règlement n°02/08-UEAC-046-CM-17 fixant les modalités d'intervention et de gestion du Fonds de Développement de la Communauté ;
- le Règlement n°03/08-UEAC-046-CM-17 fixant les conditions et modalités d'intervention sur le Guichet 1 du FODEC ;
- le Règlement n°04/08-UEAC-046-CM-17 portant Règlement financier du Guichet 1 du FODEC.

La Banque a également participé à la réunion technique sur l'élaboration du budget du Fonds au titre de l'exercice 2009. Ce budget devrait consacrer définitivement le caractère opérationnel de ses activités et le rendre autonome financièrement vis-à-vis de la Commission de la CEMAC. Il a été arrêté en recettes et dépenses à la somme de 12,018 milliards FCFA.

Ce budget a été adopté sans amendements lors de la réunion du Comité gestion tenue en marge de la réunion du Conseil des Ministres à Bangui le 17 décembre 2008.

En ce qui concerne, le FORAPE (Fonds Régional APE), la Banque a pris part à la réunion tenue à fin novembre 2008 à Douala sur la création du FORAPE, à l'issue de laquelle, un projet de décision a été élaboré.

2.6. Coopération

Au **niveau de la zone CEMAC**, les Chefs d'Etat de la CEMAC ont décidé, au cours de leur Conférence annuelle de mars 2006 à Bata (Guinée Equatoriale), de lancer une réforme d'envergure de leur Union Economique et Monétaire dans le but de dynamiser et d'accélérer le développement économique et social des Etats membres et le bien être de leurs populations.

Cette volonté de réformer la CEMAC a été réaffirmée une fois de plus lors de leur Conférence annuelle d'avril 2007 à N'djamena avec notamment la décision prise de transformer avec effet immédiat, le

Secrétariat Exécutif en une Commission aux pouvoirs renforcés de manière à lui permettre de conduire avec autorité et efficacité le parachèvement du processus d'intégration économique et monétaire.

Ces réformes, pour être crédibles et obtenir l'adhésion populaire, devaient s'appuyer sur une vision partagée de la Communauté et un programme régional de développement (PER), qui viennent compléter et accélérer les initiatives nationales. L'élaboration du PER a alors été confiée à la BEAC, la Commission de la CEMAC et la BDEAC.

Le PER fait le diagnostic des forces et faiblesses en matière de développement économique en s'interrogeant sur les sources d'une croissance durable de la région. Ce diagnostic préalable décrit la vision de la CEMAC à l'horizon 2025, à savoir de « faire de la CEMAC un espace économique intégré et émergent, où règnent la sécurité, la solidarité et la bonne gouvernance, au service du développement humain ».

Les travaux d'élaboration du PER, démarré effectivement en janvier 2008, ont consisté d'abord à effectuer des missions circulaires dans les six pays membres en vue de collecter les informations nécessaires auprès des administrations nationales et régionales et de les sensibiliser aux enjeux du programme. Les ateliers nationaux organisés dans chaque pays et qui regroupaient outre les administrations économiques et financières, le secteur privé et la société civile, ont permis de cerner les stratégies et les préoccupations des différents acteurs en matière de développement ainsi que les contours de leur vision de la CEMAC.

La phase rédactionnelle a démarré en avril 2008 et a produit un rapport préliminaire partiel, validé par le comité de hauts fonctionnaires. Le rapport a été présenté à la Conférence Extraordinaire des Chefs d'Etat de janvier 2008, sous forme de rapport d'étape.

Cinq secteurs ou piliers de croissance ont été identifiés comme des secteurs clés dans lesquels la Communauté peut prétendre devenir un acteur compétitif de rang mondial et créer des milliers d'emplois. Il s'agit de l'Energie, de l'Agriculture et l'Agro-industrie, de l'Economie forestière, de l'Elevage et de la Pêche et, des Mines et de la Métallurgie.

La mise en œuvre du PER, par une démarche volontariste, un partenariat public/privé effectif et des actions ciblées, permettrait ainsi à la CEMAC de passer à une croissance économique plus soutenue, plus régulière et plus solide. De 4,8 % par an en moyenne sur la dernière décennie, la croissance de la CEMAC passerait à 8,5 % par an entre 2009 et 2015 et 11 % par an de 2016 à 2025. Ainsi, le revenu moyen par habitant passerait de 362 605 F CFA en 2008 à 1 170 431 F CFA en 2025, tandis que le taux de

pauvreté passerait de 53 % de la population en 2008 à 25 % de la population en 2025.

Toujours dans la perspective de coopération sous-régionale, la Banque continue de suivre les travaux du Plan Directeur Consensuel des Transports en Afrique Centrale (PDCT-AC) dont les réalisations contribueront à régler l'épineux problème des infrastructures de transport dans l'espace de la CEEAC, et faire ainsi de l'intégration régionale un rendez-vous tenu.

Au **Plan international**, l'image de la Banque s'est considérablement améliorée au cours des cinq dernières années. Elle est à la base de la confiance qui fonde la redynamisation de la coopération technique au développement avec de nombreuses institutions financières internationales. Les ententes entre ces institutions internationales et la BDEAC visent à asseoir les bases d'une collaboration qui s'appuie notamment sur des opérations de cofinancement des projets, le renforcement des capacités et les échanges d'informations, de documents et de publications.

Pour l'année 2008, précisément le 13 mars 2008, la BDEAC a signé avec l'AFD une convention pour le financement d'un appui technique en sa faveur. Conformément aux termes de cette convention, l'AFD a octroyé à la BDEAC un concours sous forme de subvention d'un montant de cinq cent mille euros (500 000 euros), destiné au financement partiel du programme d'appui institutionnel pour le renforcement des capacités de gestion de la Banque.

La Banque a également signé avec la BEAC, en décembre 2008, la convention de l'appui de la Banque mondiale dans le cadre du Projet de Renforcement des Capacités. Le crédit (IDA1) financera l'assistance technique, les études, la formation et les investissements y relatifs de sorte que la BDEAC puisse acquérir une capacité institutionnelle lui permettant d'accomplir ses mandats en vue de favoriser le développement économique sous-régional.

Une seconde opération dite IDA2 destinée à soutenir les investissements régionaux principalement dans le domaine des infrastructures – trop petits pour être financés en direct par la Banque mondiale –, est également prévue. Afin de préparer cette possible deuxième phase d'appui, il est mis en place une Facilité Spéciale de Préparation des Projets Intégrateurs (FASPPI).

Les activités de coopération ont été particulièrement auréolées par l'implication du Président de la Banque, qui s'est livré au cours de cette année 2008 à d'intenses activités visant à consolider davantage les relations entre la BDEAC et d'autres Institutions financières. Ainsi, le Président s'est-il rendu :

- aux Etats-Unis en février 2008 où il était invité par

le United States Center for Citizen Diplomacy, une organisation non gouvernementale qui œuvre pour la promotion de l'engagement citoyen dans l'élaboration et la conduite de la politique internationale des Etats-Unis. Au cours de cette visite le Président a été invité à faire une présentation sur les opportunités d'investissements en Afrique Centrale.

- au Conclave Inde-Afrique qui a eu lieu à New Delhi en mars 2008. Cet événement annuel marque l'intérêt de plus en plus croissant de l'Inde à renforcer sa coopération économique et diplomatique avec le continent. Au cours de cette visite le Président a eu plusieurs entretiens avec les personnalités indiennes afin de les convaincre de l'intérêt de l'Inde à prendre une participation au capital de la Banque.

- au Forum Crans Montana, qui a eu lieu en décembre 2008 à Bahrain. Le thème de cet événement portait sur le renforcement des relations commerciales entre l'Afrique et les pays du Golfe. Le Président y a fait une présentation portant sur les activités de la Banque et a animé un atelier sur le potentiel de développement du tourisme en Afrique.

L'autre fait marquant a été la rencontre que le Président a eu avec les dirigeants des institutions de développement Sud-Africaines en marge des Assemblées Annuelles de la BAD à Maputo, à savoir l'IDC (Industrial development Corporation) et la DBSA (Development Bank of Southern Africa), dans le cadre de la prospection d'éventuels nouveaux actionnaires de la Banque.

2.7. Sensibilisation

La BDEAC s'est employée avec force à renforcer ses activités de sensibilisation au cours de l'année sous revue. Il y a tout d'abord les grandes manifestations internationales qui ont été une occasion idéale d'appeler l'attention sur l'action que mène la Banque.

La Conférence sur le développement du secteur financier dans la CEMAC, organisée conjointement par le FMI et la BEAC, à Yaoundé les 3 et 4 juin 2008, est l'une de ces occasions importantes au cours desquelles les Responsables de la Banque ont pu présenter les actions qu'elle mène. Il en est de même pour le Forum Crans Montana de Manama, Bahreïn, du 1er au 3 décembre 2008. Au cours de cette traditionnelle rencontre d'éminentes personnalités du monde des politiques et du monde des affaires, le Président de la Banque a présidé la Session consacrée au « Potentiel touristique de l'Afrique ».

Il y a ensuite les initiatives réalisées par la Banque pour répondre aux besoins les plus critiques non seulement de faire connaître la Banque, mais

surtout de drainer davantage vers elle de bons projets aux fins de mieux préparer la Programmation 2009 et de booster les opérations : l'Appel à propositions de projets et l'organisation des journées portes ouvertes de la BDEAC.

Les Journées Portes Ouvertes ont été organisées du mois de mai au mois de novembre 2008 dans Cinq (5) grandes villes de la Sous-région, à savoir Libreville, N'Djaména, Malabo, Bangui et Brazzaville.

L'objectif des Journées Portes Ouvertes (JPO) était avant tout d'améliorer le niveau des investissements dans la CEMAC par le renforcement de capacités des opérateurs économiques dans la formulation de projets bancables. Plus spécifiquement, ces journées visent à :

- faciliter une compréhension suffisante des contraintes qui empêchent les promoteurs de bénéficier des financements des IFN et de la BDEAC ;
- favoriser l'échange d'informations sur les bonnes pratiques en matière de formulation de projets ;
- identifier les solutions de financement adéquates ;
- améliorer les capacités opérationnelles et managériales des institutions et programmes appuyés par les financements des IFN et de la BDEAC ;
- analyser les voies et moyens pour une meilleure collecte et une mobilisation plus accrue de l'épargne interne, en vue de financer les projets de développement ;
- renforcer le niveau des engagements de la BDEAC en faveur du secteur privé.

Ainsi, c'est 1037 chefs d'entreprise et cadres tant du secteur privé et que public, impliqués directement ou indirectement dans le montage, la réalisation et le suivi des projets et programmes, les Patronats, les Chambres de commerce, les cadres des ministères en charge de la promotion des PME/PMI ou de suivi des activités de recherche et de mobilisation de ressources pour le financement du développement, qui ont été sensibilisés sur les activités et procédures de la BDEAC.

III. Gestion de la Banque

3.1. Fonctionnement de la Banque

En juin 2008, la Banque a adopté un nouvel organigramme conforme aux exigences de son métier. Les innovations apportées se résument au renforcement des Services rattachés au Président, par la création de deux importants départements stratégiques, l'instauration de trois directions opérationnelles (Finances, Ressources Humaines & Administration,

Etudes et Financements) et d'une direction du cabinet, la prise en compte des aspects de conformité et de l'environnement.

Le Conseil d'Administration de la Banque a approuvé l'ouverture d'une Représentation Nationale au Cameroun (Douala). Celle-ci sera opérationnelle au cours de l'exercice 2009. Les leçons tirées de son fonctionnement permettront l'implantation progressive des Représentations dans d'autres Etats membres.

La Banque a accueilli, au cours de l'exercice, diverses missions parmi lesquelles :

- une importante mission d'audit commandité par l'UE, en vue de l'évaluation de la capacité de la Banque d'abriter le Fonds régional dans le cadre des Accords de Partenariat Economique (FORAPE). A vu des forces et faiblesses relevées, les premières conclusions s'avèrent positives et des actions pertinentes, visant à la transformation des faiblesses identifiées en force, ont été mises en oeuvre.
- une mission du Consultant commis par la CEEAC pour la réalisation de l'étude économique dans le cadre du programme prioritaire du Plan Directeur Consensuel de Transport en Afrique Centrale (PDCT AC) ;
- une mission d'étude sur le Programme Economique Régionale (PER).

Les autres faits marquants sont ci-dessous résumés :

- le 24 avril : Réunion générale du personnel sous la présidence du Président de la Banque ;
- le 29 avril : Création et mise en place, par Note de service n° 029/DRA/08, du Comité Ad Hoc chargé de mener des réflexions relatives à l'organisation de la Banque ;
- le 08 mai : Retraite des cadres à BRAZZA BEACH Hôtel en vue des réflexions sur le fonctionnement de la Banque et le nouvel organigramme ;
- juin et décembre : les réunions du Conseil d'Administration se sont tenues au Siège de la Banque à Brazzaville ;
- juin 2008 : nominations du personnel de l'encadrement supérieur aux diverses fonctions de responsabilité ;
- décembre 2008 : réunion générale des membres du personnel.

3.1.1. Recrutements et renforcement des effectifs

Au cours de l'année, la Banque a enregistré le départ d'un cadre supérieur et d'un agent de complément ainsi que celui de l'expert mis à demeure par la BADEA.

Poursuivant son programme de reconstitution progressive de ses effectifs, la Banque a recruté un

(1) cadre supérieur en qualité d'Economiste principal. Huit (8) Gradés et Agents ont été recrutés aux divers postes d'exécution : Administrateur des prêts, Assistant administratif, Opérateur de saisie comptable, Agent de suivi du budget, Huissiers, Standardiste, Agent de reprographie.

L'effectif total du personnel est passé de 63 Agents à fin 2007 à 70 agents au 31 décembre 2008. Le

personnel d'encadrement supérieur représente 44% de l'effectif. Composé des ressortissants de tous les Etats membres, cet effectif comprend 53 hommes et 17 femmes. Le taux de féminisation (24%) est demeuré inchangé par rapport à l'année précédente.

Ci-dessous, l'évolution des effectifs par catégorie socioprofessionnelle.

Tableau 13 : Evolution des effectifs du personnel

Catégorie	Effectif		
	2006	2007	2008
Hauts dirigeants	2	2	2
Professionnels	25	31	31
Gradés	19	22	24
Agents	11	8	13
Total	57	63	70

Les données du personnel par tranche d'âge montrent qu'au 31 décembre 2008 :

- 24% de l'effectif global ont entre 50 ans et plus ;
- 23% entre 40 et 49 ans ;
- 37% entre 30 et 39 ans ;
- 11% ont moins de 30 ans.

Cette situation s'explique par l'arrêt des recrutements pendant dix ans (entre 1992 et 2001). En effet, les efforts de recrutement entrepris depuis 2002 ont permis de constituer la population comprise entre 30 et 49 ans.

3.1.2. Formation du personnel

Le programme de formation de l'exercice 2008 résulte du Plan de formation 2008-2012. Evalué à FCFA 354,2 millions, ce programme a été réalisé à hauteur de 18% sur le budget de la Banque, soit un montant total de FCFA 64,2 millions. Les retards enregistrés dans la mise en place des appuis institutionnels, notamment le volet formation, expliquent cette situation.

De manière générale, seize (16) agents de la Banque ont participé aux séances de formation organisées, en Europe et en Afrique, par les établissements spécialisés. Les principaux domaines couverts sont ci-après relevés :

- Normes IFRS (comptabilité)
- Risque de non conformité,
- Bâle II et mise en œuvre,

- Management stratégique des Ressources Humaines,
- Fonction Audit,
- Gouvernance bancaire,
- Management d'un appui institutionnel,
- Gestion de la paie,
- Financement bancaire,
- Microfinance.

La formation diplômante de l'ITB, à laquelle sont inscrits deux gradés au titre de la 1ère année académique 2007/2008 s'est déroulée avec succès. Ces deux Agents sont réinscrits en année terminale 2008/2009.

Les séances de perfectionnement en anglais se sont poursuivies durant toute l'année dans le Laboratoire des langues de la Banque. Afin de re-dynamiser cette action, les réflexions menées avec les participants ont permis de dégager des pistes d'amélioration du niveau de participation.

3.1.3. Autres activités

Dans le cadre de l'amélioration de l'environnement du travail, l'infirmerie de la Banque a été mise en fonctionnement au début de l'année, suite à son équipement complet. Ce cadre a procuré une assistance médicale aux agents ainsi qu'à leur famille.

Au plan de la sécurité, la Banque a poursuivi ses relations avec le système de sécurité des Nations Unies au Congo.

3.1.4. Gestion du patrimoine immobilier et mobilier

Au cours de l'exercice, la Banque a poursuivi l'entretien et la maintenance de l'immeuble du Siège et renforcé son patrimoine par diverses acquisitions, dont les matériels et équipements informatiques et de télécommunication, un matériel roulant, les matériels de bureau et d'habitation, etc. Concernant particulièrement la maintenance de l'immeuble du siège, il a été enregistré la fin des travaux d'installation de la station d'épuration d'eau, entrepris en 2007, en janvier 2008, et ceux des travaux de réhabilitation du système de climatisation de l'immeuble du Siège, débutés en décembre 2007.

3.2. Gouvernance et Modernisation de la Gestion Interne

3.2.1. Fonctionnement des Organes de Décision

a. L'Assemblée Générale

L'Assemblée Générale est l'organe supérieur auquel appartiennent les pouvoirs de la Banque. Elle formule des directives concernant la politique de la Banque en matière de crédit, approuve les rapports annuels du Conseil d'Administration et des Commissaires aux comptes, détermine elle-même la procédure applicable dans ses délibérations.

Au cours de la période sous revue, l'Assemblée générale s'est réunie deux (2) fois, en session ordinaire, le mercredi 2 avril 2008, à Paris (France), et en session extraordinaire, le 06 octobre 2008 à Yaoundé, République du Cameroun.

Au cours de sa session ordinaire, l'Assemblée Générale a été informé de la désignation de Monsieur Rigobert ANDELY, Vice Gouverneur, en qualité d'Administrateur de la BDEAC pour la BEAC en remplacement de Monsieur Clément MOUAMBA, Conseiller Spécial du Gouverneur, Admis à faire valoir ses droits à la retraite ; et de Monsieur Omar Ahmed SWAYEH, Directeur Exécutif de la Banque Sahélo-Saharienne pour l'Investissement et le Commerce, en qualité d'Administrateur de la République de Libye / Jamahiriya Arabe Libyenne Démocratique et Populaire. L'Assemblée Générale a accepté pour une durée respective de 3 ans (avec fin de mandat à l'exercice 2010), les deux nominations.

Au cours de la même session ordinaire, après avoir entendu les rapports du Conseil d'Administration et des Commissaires aux Comptes, et après délibération, l'Assemblée Générale a approuvé le Rapport du Conseil d'Administration, les comptes et le bilan de l'exercice clos le 31 décembre 2007. Elle a approuvé les actes accomplis par le Conseil d'Administration

au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2007 et a donné quitus aux Administrateurs de leur gestion. Aussi a-t-elle pris acte du rapport des Commissaires aux Comptes (Deloitte Touche Tohmatsu Libreville et PriceWaterhouseCoopers Pointe Noire) pour le même exercice et leur a non seulement donné quitus de leur mandat, mais également renouvelé, pour une durée de trois ans, leur mandat. Ce mandat prendra fin à l'approbation des comptes de l'exercice 2010.

Au cours de sa session extraordinaire du 06 octobre 2008, l'Assemblée Générale a accepté pour une durée de trois ans, la nomination de Messieurs Jaouad Mahamed GHARBI, Directeur Afrique Centrale, et Athanase GAHUNGU, comme Administrateur de la BDEAC pour la BAD. Ce mandat prendra fin en juillet 2011.

Au cours de la même réunion, les représentants des actionnaires, après avoir examiné les implications de la création d'un Comité d'Audit au sein du Conseil d'Administration de la Banque, et pris bonne note de l'incidence desdites modifications dans l'organisation du Conseil d'Administration, ont approuvé les propositions de modifications des statuts qui consacrent l'existence d'Administrateurs indépendants et la création d'un Comité d'Audit au sein du Conseil d'Administration de la Banque.

b. Le Conseil d'Administration

Au cours de l'exercice 2008, le Conseil s'est réuni quatre (4) fois en session ordinaire, à savoir : le 28 mars 2008, à Douala (Cameroun), le 27 juin 2008, à Brazzaville (Congo), le 25 septembre 2008, à Malabo (Guinée Equatoriale) et, les 11 et 12 décembre 2008, à Brazzaville (Congo).

Au cours des différentes réunions au cours de l'exercice, le Conseil d'Administration s'est acquitté de tous ses devoirs. Ainsi, le Conseil d'Administration a traité de la conduite des opérations générales de la Banque, à savoir :

- fixer les règles générales d'emploi des fonds disponibles de la Banque, les conditions générales de prêts et de garanties consenties par la Banque ;
- décider des concours financiers pouvant être accordés ;
- approuver les conventions à conclure par la Banque, soit pour accepter des concours non remboursables, soit pour la constitution de fonds spéciaux.

Il a ainsi préparé les délibérations de l'Assemblée Générale sur les dossiers précités.

3.2.2. Système de contrôle interne

Depuis plusieurs années, la BDEAC a mis en place un dispositif de contrôle interne visant la réalisation et l'optimisation des opérations, la fiabilité des informations financières et la conformité aux textes en vigueur.

Pour réaliser ces objectifs, la Banque s'appuie sur le Département de l'Audit, de l'Inspection et de l'Évaluation rétrospective, directement rattaché au Président. Le dispositif du contrôle interne est complété par l'autocontrôle qui s'exerce au sein des Directions et Départements, directement ou à travers les Comités de travail.

Au titre de l'année 2008, une quinzaine de missions d'audit interne a été réalisées sur 18 missions planifiées en rapport avec la cartographie de risques de la BDEAC. Six (6) missions d'inspection ont également été menées dans divers domaines.

Dans le cadre de la recherche d'une plus grande transparence financière dans le pilotage de la BDEAC, l'Assemblée Générale des Actionnaires a convenu, au cours de l'exercice 2008, de recruter deux (2) Administrateurs indépendants, compétents dans les questions de gouvernance, de gestion des risques et d'audit financier.

Ces deux Administrateurs, tout en prenant part aux travaux du Conseil d'Administration, seront membres du Comité d'audit lui-même créé dans l'objectif de contrôler et d'évaluer l'efficacité des audits externe et interne de la Banque. Plus précisément, il revient au Comité d'audit :

- d'examiner, de manière critique, les décisions et appréciations de la Direction se rapportant aux comptes annuels de la Banque avant leur soumission au Conseil d'Administration ;
- de surveiller le bon fonctionnement du contrôle interne relatif à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière ;
- d'apprécier l'efficacité des systèmes mis en place par la Direction pour évaluer, gérer et contrôler les risques financiers et non financiers.

Par ailleurs, ce Comité a tout pouvoir d'investigation et de proposition au Conseil d'Administration, et peut se saisir ou être saisi de tout sujet de nature financière ou comptable susceptible d'affecter significativement la situation financière et les résultats de la Banque.

Afin de se rapprocher des normes internationales en la matière, le Comité comprendra les deux Administrateurs indépendants et un seul Administrateur

représentant les Actionnaires, choisi par rotation. Il validera le plan annuel d'audit, et recevra l'ensemble des rapports d'audit interne.

3.2.3. Amélioration des outils de communication

La Banque poursuit la politique d'automatisation de ses activités. Cette politique vise, entre autres, la gestion des clients, le suivi rigoureux des garanties et leur mise à jour, la gestion des échéanciers des prêts et des remboursements, la comptabilisation des opérations relatives aux prêts, etc. L'objectif est de réduire les risques d'erreur, d'oubli et d'omission et leurs conséquences néfastes sur les résultats et l'image de la Banque.

Dans cette perspective, la Banque a acquis le logiciel « I-CREDITS », pour la Gestion des prêts et des garanties. Cette acquisition constitue un bond qualitatif indéniable vers la modernisation de la gestion du cœur de métier de la Banque. « I-CREDITS » regroupe une bonne partie des modules de l'application bancaire intégrée « I-BANK » qui couvre le cycle de gestion du cœur de métier d'une banque de développement.

En effet, en plus de la gestion des crédits et des garanties qu'offre « I-CREDITS », « I-BANK » permet de gérer les ressources financières, notamment les lignes de crédits, la comptabilité analytique et la comptabilité générale liées aux prêts, l'analyse financière, etc. L'acquisition de « I-CREDITS » n'est donc qu'une première étape déterminante vers l'acquisition d'un logiciel intégré.

Concomitamment, dans le cadre de la gestion du risque clientèle, la Banque a prévu d'acquérir le logiciel « RISKBEAC » édité par la Banque Centrale. Cet outil permettra d'avoir accès aux informations en provenance des Banques participantes de la CEMAC, sur les crédits et les incidents de paiement y relatifs. Dans le sens inverse, « I-CREDITS » offrira la possibilité d'exporter des données des prêts BDEAC aux fins d'alimentation de la Centrale des risques de la BEAC.

TROISIEME PARTIE

SITUATION FINANCIERE

Comptes au 31 Décembre 2008

Les comptes du trente deuxième exercice social ont été clos selon les règles du plan comptable sectoriel des Banques et Etablissements financiers de l'ex UDEAC, adopté par le Conseil d'Administration de la Banque en sa séance du 22 mai 1979.

Ces comptes sont résumés dans les états financiers présentés ci-après :

- le bilan ;
- le tableau des soldes caractéristiques de gestion ;
- le tableau des Ressources - Engagements.

1.1. BILAN

Le total du bilan s'est fixé à FCFA 74 190 millions contre FCFA 72 739 millions au 31 Décembre 2007, en augmentation de 2,0 %.

Actif et engagements reçus.

A l'Actif du bilan, les postes relatifs à la clientèle et à la trésorerie constituent les rubriques les plus significatives. Ils représentent ensemble 90,6% du total du bilan.

Les comptes de la clientèle dont l'encours s'établit à FCFA 47 826 millions, se décomposent en :

- prêts performants d'un montant total de FCFA 40 294 millions (54,3%) ;
- prêts immobilisés d'un montant de FCFA 6 143 millions (8,2%) ;
- prêts contentieux (0,07%) d'un montant de FCFA 371 millions, soit FCFA 55 millions nets de provisions pour dépréciation des comptes de FCFA 315 millions;
- prêts au personnel d'un montant de FCFA 715 millions ;
- études financées de FCFA 618 millions.

Le portefeuille net des prêts a connu une augmentation de 42,4% en un an, passant de FCFA 32 965 millions au 31 décembre 2007 à FCFA 47 208 millions au 31 décembre 2008. Il représente 63,6% de l'actif. La part des prêts performants dans le portefeuille a augmenté, puisqu'elle est passée à 85,3% cette année contre 79,1% l'année dernière.

Le poste de trésorerie comprend :

- des comptes à vue dont le solde au 31 décembre 2008 est d'un montant de FCFA 11 993 millions ;
- des placements à terme d'un montant cumulé net de provisions pour dépréciation de FCFA 7 400 millions.

Les disponibilités de trésorerie nettes de l'Institution se sont élevées à FCFA 19 394 millions, soit 26,1% du total du bilan. Elles ont diminuées de -39,9% par rapport à l'exercice précédent du fait de l'accélération du rythme des décaissements sur prêts et du provisionnement des Fonds Priméo.

Les engagements reçus sont constitués du capital sujet à appel de FCFA 42 890 millions, des sûretés représentatives de créances contentieuses de FCFA 5 307 millions, des garanties de FCFA 49 350 millions et des emprunts pour FCFA 12 300 millions.

Passif et engagements donnés

Au passif, le capital appelé et libéré et la prime d'émission représentent 38,5% du total du bilan. Il correspond à un montant de 28 580 millions de FCFA au 31 décembre 2008. Il convient de souligner que le capital autorisé de la Banque s'élève à FCFA 94 000 millions de FCFA dont la partie souscrite s'établit à 69 600 millions de FCFA.

Les fonds propres de l'Institution ont connu une diminution de 20,5% en s'établissant à FCFA 31 620 millions au 31 décembre 2008 contre FCFA 39 789 millions au 31 décembre 2007. Cependant leur poids dans le passif a diminué puisqu'il est ressorti à 42,6% contre 54,7% un an plus tôt.

Les intérêts ayant fait l'objet d'une réservation en raison des difficultés de recouvrement et inscrits en compte d'ordre du passif, se sont chiffrés à FCFA 2 714 millions.

Les engagements donnés portent sur un montant de FCFA 56.235 millions. Ils sont constitués des :

- prêts et études : FCFA 56 175 millions ;
- prises de participation : FCFA 60 millions ;

1.2. SOLDES CARACTERISTIQUES DE GESTION.

Produits d'exploitation

Les produits d'exploitation de l'exercice 2008 se sont inscrits à la hausse en s'établissant à FCFA 5 236 millions contre FCFA 3.332 millions au 31 décembre 2007 (+57,1%).

Ils sont constitués principalement des intérêts et commissions perçus sur les prêts (FCFA 3 252 millions) et des intérêts servis sur les dépôts de trésorerie (FCFA 1 661 millions). Par rapport à l'exercice précédent, les intérêts et commissions perçus sur les prêts ont connu un accroissement de 56,7%. Les produits financiers connaissent également une augmentation de 70,7%.

L'accroissement des intérêts sur prêts est consécutif à l'accélération des décaissements sur prêts.

Charges d'exploitation

Les charges d'exploitation ont atteint un montant de FCFA 16.177 millions contre FCFA 4.352 millions au 31 décembre 2007, soit une hausse de 271,7%. Elles comprennent principalement :

- les intérêts et commissions versés (FCFA 1 761 millions) ;
- les frais généraux (FCFA 1 093 millions) ;
- les frais du personnel (FCFA 1 451 millions) ;
- les dotations aux amortissements et aux provisions (FCFA 11 476 millions).

L'augmentation des charges d'exploitation découle principalement du provisionnement des investissements dans les Fonds Priméo, des pertes enregistrées sur des Bons à Moyen Terme Négociables et des prises de participation, ainsi que les frais liés au développement des activités de financement et de mobilisation des ressources.

Résultat

En 2008, la Banque a réalisé une marge d'activité bancaire de FCFA 1 491 millions, en nette augmentation sur celle obtenue en 2007, en raison du volume relativement important, des décaissements sur prêts effectués au cours de l'année.

Le produit net bancaire s'est inscrit à la hausse en passant à FCFA 3 152 millions au 31 décembre 2008 contre FCFA 2 310 millions au 31 décembre 2007, soit un accroissement de 36,42%.

Le résultat d'exploitation, après prise en compte des amortissements et provisions, a affiché un déficit de FCFA 10 942 millions contre un déficit FCFA 1 020 millions à la fin de l'exercice 2007.

Le résultat net de l'exercice se fixe à FCFA -10 724 millions, en diminution par rapport au résultat net de l'exercice précédent.

1.3. RESSOURCES - ENGAGEMENTS

La situation financière des ressources et des engagements dégage un déficit brut des ressources sur les engagements évalué à FCFA -26 071 millions contre FCFA 903 millions un an plus tôt. La détérioration de l'équilibre ressources/engagements résulte de la perte enregistrée consécutive au niveau important du provisionnement au cours de l'exercice.

En conclusion, il ressort que la situation financière de la Banque s'est détériorée au cours de l'exercice, avec une perte de FCFA 10 724 millions et partant des fonds propres en nette diminution de 20,5% par rapport à l'exercice précédent.

Les ressources durables se trouvent ainsi affectées puisque ne pouvant plus couvrir les engagements pris par la Banque dans le cadre des activités de financements.

Malgré cette situation inhérente à la crise financière internationale, le portefeuille des prêts s'est amélioré de 43,2%.

Le coefficient d'exploitation enregistre également une amélioration significative en passant à 89,2% contre 109,8% l'année dernière.

La situation financière, au cours des dernières années, peut être appréhendée à travers les indicateurs présentés dans le tableau suivant (montant en millions FCFA).

Le ratio de solvabilité (68%) qui s'apparente au ratio de couverture des risques tel que défini par la COBAC (Fonds propres sur les Engagements sur prêts), et l'autonomie financière (42,6%), mesurée par le rapport entre les fonds propres et le total du bilan, ont régressé, face à l'augmentation des engagements sur prêts et la diminution des ressources durables.

Tableau 14 : Evolution de la situation financière de la Banque (En millions de F CFA)

	2006	2007	2008
Total bilan	53.306	72.739	74.190
Fonds propres	37.073	39.789	31.620
Ressources permanentes	11.537	27.276	35.820
Engagements nets sur prêts	23.116	32.891	46.814
Liquidités	25.122	32.256	19.394
Solvabilité	160%	121%	68%
Produit net bancaire	2.185	2.310	3.152
Résultat d'exploitation	- 488	-1.020	-10.941
Résultat net	33	-716	-10.724
Autonomie financière	69,5%	54,7%	42,6%

Solde caractéristique de gestion

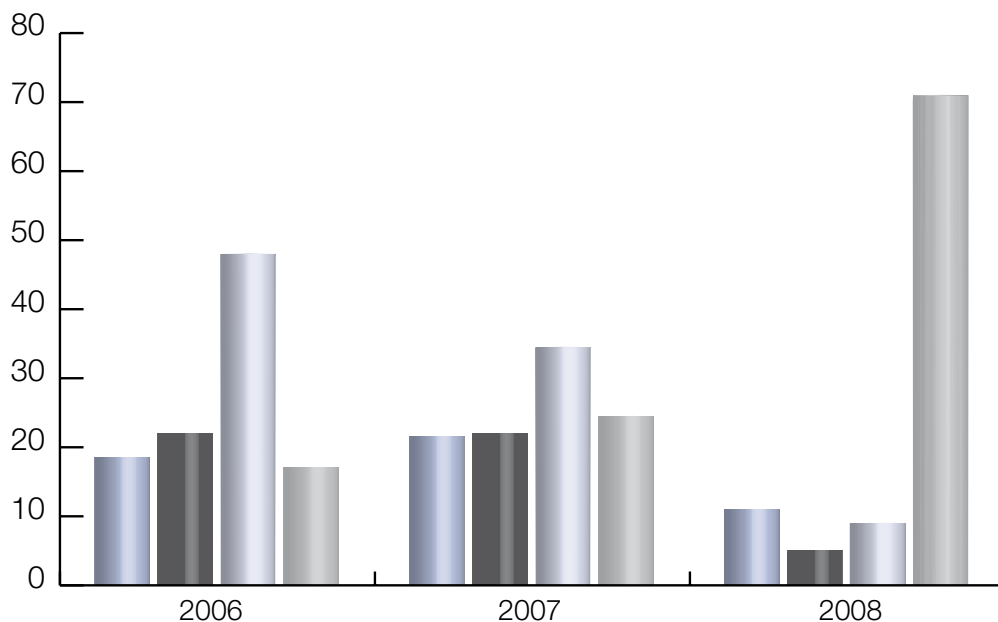
N° des comptes		Débits			
		Exploitation	Hors exploitation	Total 31/12 2008	Total 31/12/2007
	80. Marge d'activité Bancaire				
	Intérêts et commissions versés	1 761 275 885	(1 475 683)	1 759 800 202	750 050 040
60/060	Marge d'activité Bancaire	1 490 518 968		1 490 518 968	1 337 949 400
	Total	3 251 794 853			
	81. Résultat Brut d'Exploitation				
	Consommations intermédiaires				
	Matières et fournitures consommées	137 398 857	352 306	137 751 163	102 183 414
61/061	Transports consommés	138 502 120	9 773 064	148 275 184	164 834 163
62/062	Autres services consommés	816 594 525	63 428 549	880 023 074	796 214 530
63/063	Résultat Brut d'Exploitation	538 369 523		538 369 523	466 350 062
	Total	1 630 865 025			
	82. Résultat Net d'Exploitation				
	082. et Résultat Hors d'Exploitation				
	Virement solde				
64/064	Charges et pertes diverses	268 421 978	3 513 226	425 872 066	1 498 605 991
65/065	Frais de personnel	1 451 422 006	10 867 988	1 510 298 083	1 542 683 417
66/066	Impôt et taxes			0	
68/068	Dotations aux amort. et provisions	11 475 748 181	0	11 477 419 265	1 021 351 693
69/069	Subventions accordées	54 900 00		54 900 000	54 750 000
	Actionnariat (recherche de nouveaux actionnaires)	73 179 640		73 179 640	
	Solde créditeur :				
	Résultat Net d'Exploitation	(10 941 515 662)		(10 941 515 662)	(1 020 352 129)
	Totaux	2 382 156 143	290 075 485	7 554 891 506	6 714 620 581
			entraînant moins-value	entraînant plus-value	
	84. Détermination des Résultats				
	D'éléments d'actif immobilisés				
	Valeur d'entrée des éléments cédés				
	Frais annexes de cession				
	Solde créditeur : Plus-value de cession				
	Totaux		0	0	
	85. Détermination du Résultat net avant impôt				
	Résultat hors exploitation			(217 516 994)	(304 696 742)
	Moins-value de cession			0	0
	Solde créditeur : Résultat net avant impôt			(10 723 998 668)	(715 665 387)
	Total			(10 941 515 662)	(1 020 352 129)
	870. Détermination du Résultat net à affecter				
	Impôt sur le résultat			0	0
	Solde créditeur : Résultat net à affecter			(10 723 998 668)	(715 655 387)
	Total			(10 723 998 668)	(715 655 387)

Situation 31 Décembre 2008 - Soldes caractéristiques de gestion

N° des comptes		Débits			
		Exploitation	Hors exploitation	Total 31/12 2008	Total 31/12/2007
	80. Marge d'activité Bancaire				
70/070	Intérêts et commissions perçus	3 251 794 853		3 251 794 853	2 104 969 634
	Total	3 251 794 853			
	81. Résultat Brut d'Exploitation				
	Marge brutr (Virement solde	1 490 518 968		1 490 518 968	1 337 949 400
71/071	Autres services produits	140 346 057		140 346 057	156 321 624
73/073	Frais à immobiliser/transférer				
	Total	1 630 865 025			
	82. Résultat Net d'Exploitation				
	082. et Résultat Hors d'Exploitation				
	Valeur ajoutée (Virement solde)	538 369 523		538 369 523	466 350 062
74/074	Produit et profits divers	127 658 988	93 938 912	221 597 900	117 089 351
75/075	Subventions exploit équilibre				
76/076	Produits et profits financiers	1 661 227 632	413 653 567	1 661 227 632	954 665 982
78/078	Reprises sur int. réservés et capitalisés et prov.			413 653 567	1 827 221 270
79/079	Subventions accordées			54 900 000	54 750 000
	Solde créditeur :				
	Résultat Hors d'Exploitation		(217 516 994)	(217 516 994)	(304 696 742)
	Totaux	2 382 156 143	290 075 485	7 554 891 506	6 714 620 581
			entraînant moins-value	entraînant plus-value	
	84. Détermination des Résultats				
	D'éléments d'actif immobilisés				
	Prix de cession				
	Amortissement d'éléments sortis du patr.				
	Solde débiteur : Moins-value de cession				
	Totaux		0	0	
	85. Détermination du Résultat net avant impôt				
	Résultat d'exploitation			(217 516 994)	(304 696 742)
	Moins-value de cession			0	0
	Solde créditeur : Résultat net avant impôt			(10 723 998 668)	(715 665 387)
	Total			(10 941 515 662)	(1 020 352 129)
	870. Détermination du Résultat net à affecter				
	Impôt sur le résultat			0	0
	Solde créditeur : Résultat net à affecter			(10 723 998 668)	(715 655 387)
	Total			(10 723 998 668)	(715 655 387)

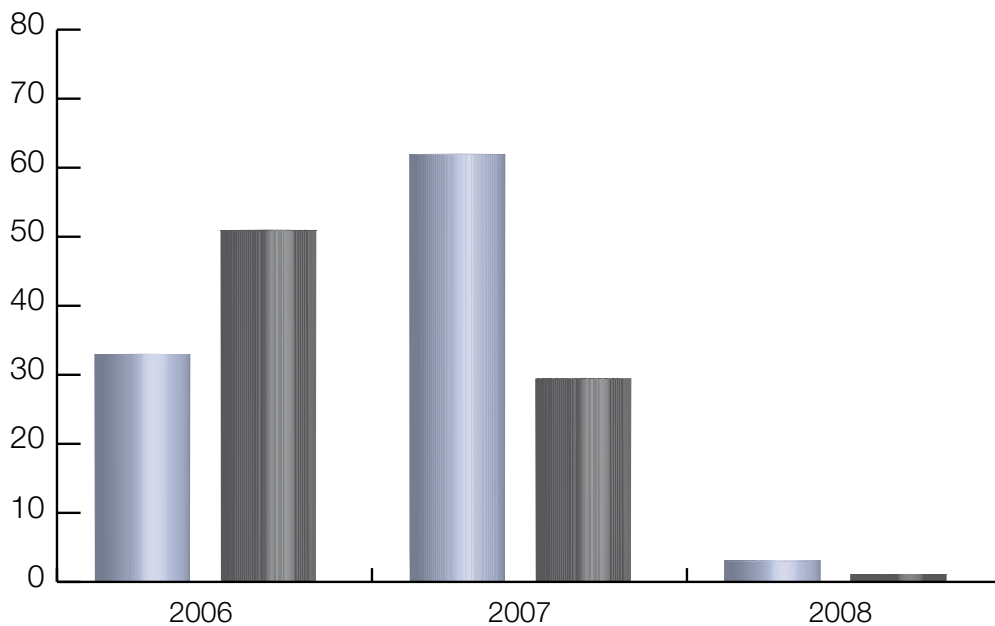
Exploitation générale comparée des trois derniers exercices

Charge



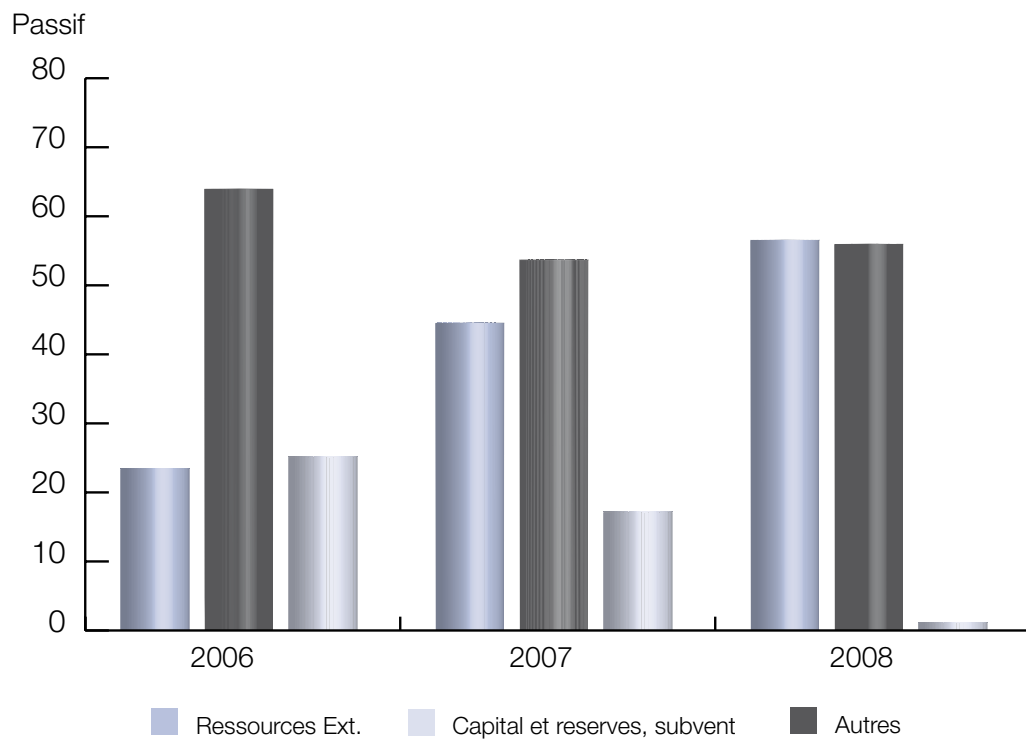
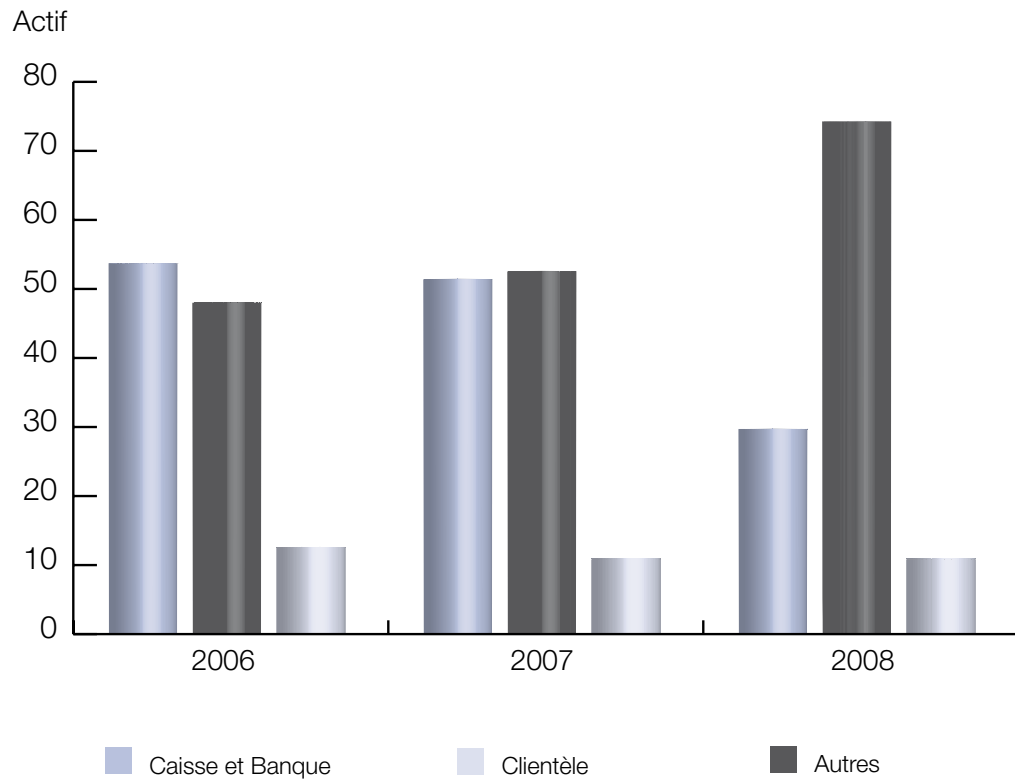
■ Intérêts et comm. Versées ■ Frais de personnel
■ Autres Sces consommés ■ Dotations aux amort. Prov.

Produits



■ Intérêts et comm. perçus ■ Produits et profits financiers

Bilans comparés des trois derniers exercices



SITUATION FINANCIERE

Exploitation générale comparée des trois derniers exercices							
Montant en millions FCFA							
CHARGES	2006	2007	2008	Produits	2006	2007	2008
Intérêts et com.versées	510	737	1 761	Intérêts et com.perçus	985	2075	3252
Mat.et fourn.consommées	127	101	137	Autres services produits	122	139	140
Transports consommés	146	160	139	Produits et profits divers	148	90	128
Autres services consommés	605	750	817	Produits et profits financiers	1 709	973	1 661
Charges et pertes diverses	43	63	268	Reprises sur fonds de subv.	55	55	55
Frais de personnel	1466	1465	1451				
Dotations aux amort.prov.	463	1021	11476				
Subventions accordées	55	55	55				
TOTAL DES CHARGES	92		73	Total des produits	3 019	3 332	5 236
RESULTAT D'EXPL.	3 507	4 352	16177	Resultat d'expl.	488	1 020	10 941
Structure en %							
CHARGES	2006	2007	2008	PRODUITS	2006	2007	2008
Intérêts et com.versées	14,5	16,9	10,9	Intérêts et com.perçus	32,6	62,3	2,7
Mat.et fourn.consommées	3,6	2,3	0,8	Autres services produits	4,0	4,2	2,4
Transports consommés	4,2	3,7	0,9	Produits et profits divers	4,9	2,7	31,7
Autres services consommés	17,3	17,2	5,1	Produits et profits financiers	56,6	29,2	1,1
Charges et pertes diverses	1,2	1,4	1,7	Reprises sur fonds de subv.	1,8	1,7	0,0
Frais de personnel	41,8	33,7	9,0	Reprises sur intérêts réservés.			
Dotations aux amort.prov.	13,2	23,5	70,9				
Subventions accordées	1,6	1,3	0,3				
TOTAL DES CHARGES	97	100	100	Total des produits	100	100	100
Evolution en % par rapport à l'exercice précédent							
CHARGES	2006	2007	2008	PRODUITS	2006	2007	2008
Intérêts et com.versées	120,8	44,5	138,9	Intérêts et com.perçus	-24,9	110,7	56,7
Mat.et fourn.consommées	-1914,3	-20,5	35,6	Autres services produits		13,9	0,7
Transports consommés	294,6	9,6	-13,1	Produits et profits divers		-39,2	42,2
Autres services consommés	107,9	24,0	8,9	Produits et profits financiers	317,8	-43,1	70,7
Charges et pertes diverses	760,0	46,5	325,4	Reprises sur fonds de subv.	96,4		0,0
Frais de personnel	225,1	-0,1	-1,0	Reprises sur intérêts réservés.			
Dotations aux amort.prov.	-76,6	120,5	1024,0				
Subventions accordées	96,4		0,0				
TOTAL DES CHARGES	5,7	24,1	271,7	Total des produits	72,7	10,4	57,1

B.D.E.A.C.	Bilans comparés des trois derniers exercices						
	Montant en millions F CFA						
ACTIF	2006	2007	2008	PASSIF	2006	2007	2008
Caisse et Banque	25 122	32 256	19 394	Banques	0	0	0
Cpte d'ordre et divers	1 305	1 722	1 588	Cpte d'ordre et divers	1 677	806	1 251
Actionnaires	0	0	0	Intérêts réserv. cap. gelés	3 434	2 714	2 714
Clientèle	22 421	33 582	47 826	Ressources extérieures	11 536	28 443	36 963
Valeurs immobil. nettes	4 458	5 179	5 382	Prov. pour pertes et charges	3 306	4 256	4 449
RESULTAT NET				Fonds réglementés	3 559	3 531	3 472
				Capital & réserves, subventions	29 761	33 705	36 781
				Report à nouveau	0	0	-716
				Resultat net	33	-716	-10724
TOTAL ACTIF	53 306	72 739	74 190	Total passif	53 306	72 739	74 190
ENGAGEMENTS RECUS* <i>*(Y compris le capital sujet à appel)</i>	86 443	116 318	109446	Engagements donnés	36 900	50 747	56 235
	Structure en %						
ACTIF	2006	2007	2008	PASSIF	2006	2007	2008
Caisse et Banque	47,1	44,3	26,1	Banques	0,0	0,0	0,0
Cpte d'ordre et divers	2,4	2,4	2,1	Cpte d'ordre et divers	3,1	1,1	1,7
Actionnaires	0,0	0,0	0,0	Intérêts réserv.cap.gelés	6,4	3,7	3,7
Clientèle	42,1	46,2	64,5	Ressources extérieures	21,6	39,1	49,8
Valeurs immobil. nettes	8,4	7,1	7,3	Prov. pour pertes et charges	6,2	5,9	6,0
RESULTAT NET	0,0	0,0	0,0	Fonds réglementés	6,7	4,9	4,7
				Capital & réserves, subventions	55,8	46,3	49,6
				Report à nouveau	0,0	0,0	-1,0
				Resultat net	0,1	-1,0	-14,5
TOTAL ACTIF	100,0	100,0	100,0	Total passif	100,0	100,0	100,0
	Evolution en % par rapport à l'exercice précédent						
ACTIF	2006	2007	2008	PASSIF	2006	2007	2008
Caisse et Banque	185,7	28,4	-39,9	Banques		-	
Cpte d'ordre et divers	229,5	32,0	-7,8	Cpte d'ordre et divers	152,9	-51,9	55,2
Actionnaires				Intérêts réserv.cap.gelés	-27,7	-21,0	0,0
Clientèle	-18,3	49,8	42,4	Ressources extérieures	-22,9	146,6	30,0
Valeurs immobil. nettes	55,5	16,2	3,9	Prov. pour pertes et charges	1,8	28,7	4,5
RESULTAT NET				Fonds réglementés	13,6	-0,8	-1,7
				Capital & réserves, subventions	28,1	13,3	9,1
				Report à nouveau	-100,0		
				Resultat net	-94,8	-2269,7	1397
TOTAL ACTIF	26,1	36,5	2,0	Total passif	-3,1	36,5	2,0
ENGAGEMENTS RECUS	141,5	34,6	-5,9	Engagements donnés	141823,1	37,5	10,8

Notes sur les Etats Financiers de l'Exercice clos au 31 Décembre 2008

RESUME DES PRINCIPES COMPTABLES ESSENTIELS

Les états financiers au 31 décembre 2008 ont été arrêtés suivant les méthodes et pratiques comptables admises et adoptées par la Banque au cours des exercices antérieurs et résumées ci-après.

Note a : Les états financiers sont libellés en FCFA

Les opérations en devises sont comptabilisées pour leur contre-valeur en FCFA. Au 31 décembre 2008, les taux de change suivants ont été utilisés :

	2007	2008
1 Euro	655,957 FCFA	655,957 FCFA
1 Dollar US	454,99 FCFA	470,12 FCFA
1 Livre Sterling	907,957 FCFA	685,402 FCFA
1 Franc Suisse	403,843 FCFA	439,918 FCFA
1 Yen Japonais	4,0498 FCFA	5,1755 FCFA

Note b : Immobilisations et frais immobilisés

Les actifs immobilisés sont valorisés à leur prix de revient, et figurent au bilan pour le montant de leur coût réduit de l'amortissement à la date d'établissement du bilan. L'amortissement est calculé linéairement selon un taux annuel, fonction de la durée de vie comprise entre 3 et 40 ans.

	2007	2008
Frais et valeurs immobilisés bruts	0	0
Immobilisations corporelles brutes	7 663 488 082	8 824 487 101
Autres valeurs im mobilisées brutes	2 149 648 957	1 793 983 946
Total brut	9 813 137 039	10 618 471 047
	2007	2008
Amortissements	(4 634 449 194)	(5 236 303 156)
Immobilisations nettes	5 178 687 845	5 382 167 891

Note c : Comptes de trésorerie

Les disponibilités de la Banque sont placées dans plusieurs banques de la zone CEMAC et en Europe, sous forme de dépôts à terme et d'investissements. Suite à la crise financière internationale, les investissements au fonds priméo ont fait l'objet d'un provisionnement à 100% équivalent à 10 444 078 356 FCFA.

Au 31 décembre 2008 le poste Caisse et banques se décompose comme suit :

	2007	2008
Caisse	3 071 794	1 142 755
Comptes à vue	8 093 565 321	11 993 317 489
Comptes à terme	24 159 067 851	7 400 000 000
Total	32 255 704 966	19 394 460 244

Note d : Comptes de clientèle

Les prêts de la Banque sont consentis pour une durée maximale de 20 ans. Les prêts au personnel font également partie des comptes de la clientèle sous la rubrique « Autres Prêts ».

Les avances pour études susceptibles de déboucher sur un financement de la Banque sont inscrites dans un compte séparé « Prêts à terme imprécisé ».

En valeur nette, les prêts se décomposent comme suit :

	2007	2008
Prêts performants	26 079 902 049	40 293 966 377
Prêts immobilisés	6 226 695 738	6 143 363 738
Prêts douteux	0	0
Prêts contentieux	55 358 368	55 297 520
Prêts au person.	602 970 058	714 969 384
Total	32 964 926 213	47 207 597 019

Les prêts performants sont ceux pour lesquels les soldes exigibles sont apurés dans un délai maximum de six mois.

Les prêts immobilisés sont des prêts aux Etats ou avalisés par eux et ceux garantis par des organismes publics sur lesquels des incidents de paiement sont enregistrés depuis six mois. Ce sont des prêts pour lesquels le recouvrement final n'apparaît pas compromis.

Les prêts douteux sont des prêts privés sans aval ou garantie des Etats ni des organismes publics, ayant enregistré des incidents de paiement depuis six mois.

Les prêts contentieux sont des prêts douteux pour lesquels une procédure judiciaire a été engagée.

SITUATION FINANCIERE

Note e : Actionnaires

Le compte 'Actionnaires sur le capital appelé' représente les montants non libérés sur le capital appelé. Le capital libérable ayant été totalement appelé, la structure du capital social se présente comme indiqué ci-après.

	2007	2008
Capital souscrit	63 080 000 000	69 600 000 000
Capital sujet à ap.	38 320 000 000	42 890 000 000
Capital appelé	24 760 000 000	26 710 000 000
Capital appelé et libéré	24 760 000 000	26 710 000 000
Prêts au person.	602 970 058	714 969 384
Total	32 964 926 213	47 207 597 019

Les actions de la Libye comprennent 100 titres précédemment détenus par la BDEAC et correspondant à une valeur nominale de 1 000 000 000 FCFA dont 500 000 000 FCFA au titre du capital libéré.

Note f : Fonds propres

Les fonds propres de la Banque sont déterminés par la somme du capital libéré, des réserves, des fonds réglementés, des provisions à caractère général, des subventions effectivement versées, du report à nouveau et du résultat non réparti. Au 31 décembre 2008 ils totalisent un montant de 31 620 947 775 FCFA.

Les fonds réglementés totalisent un montant de 3 471 892 617 FCFA au 31 décembre 2008 et comprennent le Fonds de financement des études, le Fonds de bonification des intérêts, le Fonds général de prises de participation et le Fonds de couverture du risque de change.

Note g : Ressources extérieures

Elles sont constituées des emprunts (31 259 355 000 FCFA) et des dépôts à plus d'un an dont celui de la coopération suisse (529 156 740 FCFA).

Il convient de noter que le total des emprunts souscrits, des bons et obligations émis par la Banque ne doit pas excéder trois fois le montant de ses fonds propres, sans que l'encours de ces emprunts ne dépasse 80% du capital sujet à appel.

Note h : Limites imposées aux opérations

Le plafond d'engagement de la Banque dans un projet correspond à 10% de ses capitaux permanents (fonds propres et ressources extérieures).

La Banque ne peut pas intervenir dans un projet ou programme pour plus de 75% du coût de l'investissement projeté.

Le plafond d'engagement de la Banque sur un même

emprunteur est limité à 45% des fonds propres.

Note i : Ressources spéciales

Les ressources spéciales sont constituées principalement des fonds du guichet I du FODEC relatifs aux projets intégrateurs, et gérés par la BDEAC au titre de sa qualité d'Agent financier (Règlement 03/03-CEMAC-046-CM-09 du 09 janvier 2003). Elles sont rémunérées au taux d'intérêt de 0.5% fixé par le Règlement définitif n° 01/07-UEAC-046-CM-15 du 11 mars 2007.

Note j : Provisions pour pertes et charges

Elles comprennent les provisions pour risques généraux correspondant à 10 pour mille de l'encours des prêts, les provisions pour dépréciation des comptes de la clientèle et des provisions pour pertes et charges stricto sensu.

Les provisions antérieurement constituées sur les prêts redevenus performants sont inscrites dans les fonds propres, dans une rubrique intitulée 'Provisions pour risques bancaires généraux' et assimilées par nature à une véritable réserve plutôt qu'à une provision destinée à faire face à des risques nettement identifiés.

	2007	2008
Provisions risques généraux	328 907 536	468 143 413
Provisions risques bancaires généraux	3 155 771 790	3 155 771 790
Prov grosses réparations	0	0
Prov pour pertes et charges	771 719 201	824 974 476
Prov excep risques généraux	0	0
Prov pertes de change	0	0
Total	4 256 398 527	4 448 889 679

Les provisions pour dépréciation des comptes de la clientèle sont constatées sur l'ensemble des prêts en difficulté, à l'exception toutefois de ceux octroyés aux Etats ou avalisés par eux. Ces provisions sont comptabilisées dans les comptes de prêts en actif soustractif au 31 décembre 2008 pour un montant de 321 722 008 FCFA.

Au 31 décembre 2008, des provisions pour divers débiteurs (69 723 334) ont été également constituées et comptabilisées en actif soustractif.

L'engagement retraité a été évalué et comptabilisé pour un montant de 391 153 623 FCFA au 31

décembre 2008. Au cours des prochains exercices, cet engagement sera systématiquement calculé et provisionné. Il en est de même pour les droits aux congés du personnel et des droits des hauts dirigeants inscrits au passif du bilan à hauteur de 433 820 853 FCFA.

Note k : Pertes et gains de change

A la clôture de l'exercice les emprunts en devises sont évalués d'après les cours officiels connus au 31 décembre. Les pertes ou gains de change latents résultant de cette évaluation sont portés respectivement en écart de conversion actif ou passif. Quant aux différences de change constatées à l'occasion des remboursements, elles sont comptabilisées en pertes ou produits hors exploitation.

Note l : Intérêts réservés

Les intérêts réservés sont calculés sur les clients (publics ou privés) en défaut de paiement depuis six mois, et retirés du revenu de la Banque. Ils demeurent comptabilisés dans un compte d'ordre du passif jusqu'à leur encaissement éventuel.

Certains prêts en difficulté ont fait l'objet d'une restructuration positive qui a conduit à la consolidation de l'encours (principal et intérêts). Les intérêts antérieurement réservés sur de tels prêts sont alors reclassés en compte d'attente du passif, sous le libellé «Intérêts capitalisés». Une partie de ces intérêts sont dits gelés parce qu'ils ne portent pas intérêt.

Au 31 décembre 2008 la situation des intérêts réservés ou gelés se présente de la manière suivante :

Intérêts réservés ou gelés sur

- Prêts immobilisés :	2 658 231 918 FCFA
- Prêts contentieux :	<u>55 297 368 FCFA</u>
	2 713 529 438 FCFA

ANNEXES

Projets Finances

N°	TITRE DU PROJET	DATE D'OCTROI	MONTANT Millions FCFA	PAYS	SECTEUR
1	Poste de transformation électrique de BISSEGUE (SEEG)	25/11/78	600,0	Gabon	Energie
2	Usine de Clinker de Ntoun, Société des Ciments du Gabon	25/11/78	450,0	Gabon	Industrie
3	Construction de l'hôtel Maya-Maya à Brazzaville	25/11/78	300,0	Congo	Infrastructure rentable
4	Rempiètement des postes à quai n° 1 & 2 du Port de Douala (ONPC)	22/05/79	500,0	Régional/Cam.	Infrastructure de base
5	Assainissement et extension Cimenterie Domaniale de Loutété (CIDOLOU)	05/12/79	350,0	Congo	Industrie
6	Modernisation et extension réseau téléphonique Libreville (OPT/BGD)	05/12/79	500,0	Régional/Gabon	Télécommunications
7	Cimenteries du Cameroun - CIMECAM IV à Bonabéri et Figuil	05/12/79	350,0	Cameroun	Industrie
8	Acquisition d'un remorqueur pour le Port de Pointe Noire (ATC)	25/05/80	290,0	Régional/Congo	Transport
9	Extension des installations industrielles de la Sté de Laminage Douala (SOLADO)	25/05/80	350,0	Cameroun	Industrie
10	Modernisation et extension du réseau téléphone de Bangui (OCPT/SPART)	25/05/80	240,0	Régional/RCA	Télécommunications
11	Acquisition d'une unité de travaux routiers (SNCT)*	25/05/80	325,0	Régional/RCA	Infrastructure de base
12	Usine de montage de véhicules à Bangui (GACOA)	06/12/80	150,0	RCA	PMI
13	Extension de l'usine IMPRECO à Brazzaville *	06/12/80	120,0	Congo	Industrie
14	Renforcement et aménagement de l'Aéroport de Brazzaville	06/12/80	300,0	Régional/Congo	Infrastructure de base
15	Création d'une zone d'entreposage pour pays enclavés au Port de Douala (ONPC)	15/04/81	500,0	Régional/Cam.	Infrastructure de base
16	Construction d'un bac et de rampes d'accès bétonnées à Eboro	15/04/81	145,0	Régional/Gabon	Infrastructure de base
17	Installation d'une station terrienne de moyenne sensibilité à Bangui (SOCATI)	08/07/81	387,1	RCA	Télécommunications
18	Participation du Tchad à la construction du Siège de la BDEAC	08/07/81	432,5	Régional/Tchad	Divers
19	Menuiserie, scierie et exploitation forestière à Ngaoundéré (SOMENO)	04/12/81	250,0	Cameroun	PMI
20	Modernisation et extension des activités de PLACONGO à Pointe-Noire*	04/12/81	460,0	Congo	Industrie
21	Société Industrielle Centrafricaine de Produits Alimentaires et Dérivés (SICPAD)	04/12/81	150,0	RCA	Industrie
22	Société Gabonaise de Sidérurgie (SOGASIDER)*	09/06/82	600,0	Gabon	Industrie
23	Palmeraie de Bossongo	09/06/82	400,0	RCA	Agro-industrie
24	4ème projet routier Bossembélé-Bossangoa	04/12/82	500,0	RCA	Infrastructure de base
25	Modernisation et extension du réseau téléphonique de Bangui (OCPT-MERT)	04/12/82	500,0	RCA	Télécommunications
26	Polyculture industrielle de Nkolayop (PIN)	22/03/83	350,0	Gabon	PMEA (Agriculture)
27	Grandes Huileries Camerounaises*	22/03/83	800,0	Cameroun	Industrie
27bis	Grandes Huileries Camerounaises*	22/03/83	350,0	Cameroun	Industrie
28	Extension du Port de Ouessou	22/03/83	574,0	Congo	Infrastructure de base
29	Société Congolaise des Bois de Ouessou (SCBO)	22/03/83	800,0	Congo	Exploitation forestière
30	Fabrication de médicaments à partir de plantes locales (AFRICAPHARM)	23/07/83	250,0	Cameroun	PMI
31	Extension et modernisation de l'Armement Albert MANON	23/07/83	304,0	Gabon	PMEA (Pêche)

32	Société Agro-pastorale et Industrielle du Cameroun (SAPICAM)*	26/11/83	540,0	Cameroun	Agro-industrie
33	Faisceau hertzien Bangui (RCA -OCPT) - Impfondo (Congo-ONPT)*	26/11/83	255,0	Régional/Congo	Télécommunications
33bis	Faisceau hertzien Bangui (RCA -OCPT) - Impfondo (Congo-ONPT)*	26/11/83	720,0	Régional/RCA	Télécommunications
34	4 bacs, pontons, slip-way au Tchad	26/11/83	570,0	Régional/Tchad	Infrastructure de base
35	Extension et modernisation du réseau téléphonique de Libreville (OPT)	26/11/83	815,0	Gabon	Télécommunications
36	Extension réseaux de distribution d'électricité et d'eau à Port-Gentil (SEEG)	23/03/84	1 460,0	Gabon	Energie
37	Développement Rural intégré en Zone cotonnière : Hydraulique villageoise	23/03/84	921,0	RCA	Dévelop.rural de base
38	Production articles sanitaires à Pointe-Noire*	23/03/84	400,0	Congo	Industrie
39	Modernisation Société Nationale de Productions Animales SONAPA (ex CMPA)	04/07/84	500,0	Tchad	Dévelop.rural de base
40	Complexe sucrier de la OUAKA	04/07/84	1 000,0	RCA	Agro-industrie
41	2ème tranche IVè Projet Routier	04/07/84	300,0	RCA	Infrastructure de base
42	Société Congolaise de Bois (CIB)	04/07/84	600,0	Congo	Industrie
43	Société Total Centrafricaine de Gestion (TOCAGES)*	03/11/84	280,0	RCA	Energie
44	Société Industrielle et Commerciale de l'Afrique Centrale (DIANA-SICAC)	03/11/84	1 000,0	Cameroun	Industrie
45	Electrification de la région de l'Est du Cameroun*	16/03/85	1 200,0	Cameroun	Energie
46	Unité industrielle de fabrication de mousses et panneaux (POLYCAM)	16/03/85	315,0	Cameroun	PMI
47	Extension du Port de Brazzaville / Quai à conteneurs*	23/07/85	900,0	Congo	Infrastructure de base
48	2ème tranche du complexe agro-industriel de palmier à huile SANGHAPALM	23/07/85	2 000,0	Congo	Agro-industrie
49	Modernisation des usines CICAM de Douala et Garoua	23/07/85	1 000,0	Cameroun	Industrie
50	1ère Phase Projet Hévéaculture de Ntokou*	30/11/85	2 000,0	Congo	Agro-industrie
51	1ère Phase Projet Hévéaculture de Kango	30/11/85	1 200,0	Gabon	Agro-industrie
52	Installation de chambres froides à Brazzaville et à Pointe-Noire (SIFROID)	10/07/86	150,0	Congo	Infrastructure rentable
53	Unité de montage d'appareils mécanographiques à Douala (CAM-MECA)	10/07/86	290,0	Cameroun	PMI
54	Extension d'une manufacture de vêtements à Yaoundé (BLAZ-DESIGN)	10/07/86	245,0	Cameroun	PMI
55	Unité de production de formulaires pour informatique à Brazzaville (POLYGRAPH)	10/07/86	149,0	Congo	PMI
56	Réhabilitation du réseau d'électricité de la ville de BATA	10/07/86	360,0	Guinée Eq.	Energie
57	Centre de transit régional de tris et de colis postaux à Douala*	24/11/86	3 000,0	Cameroun	Infrastructure rentable
58	Poste automobile rurale*	24/11/86	1 000,0	Cameroun	Infrastructure rentable
59	Construction de 3 ponts dans la région de Bangui	24/11/86	315,0	RCA	Infrastructurede base
60	Fabrication de tissus de bonneterie à Nyen-Mbo (KANTEX)	20/03/87	350,0	Cameroun	PMI
61	Usine de peinture, vernis et dérivés à Douala (KAPEC) *	20/03/87	344,0	Cameroun	PMI
62	2ème phase Hévéaculture de Mitzig	20/03/87	1 703,0	Gabon	Agro-industrie
63	1ère Phase Hévéaculture de Bitam	20/03/87	2 148,0	Gabon	Agro-industrie
64	Lotissement de la 3ème tranche de Douala Nord (MAETUR)	30/07/87	3 000,0	Cameroun	Infrastructure rentable

ANNEXES

65	Acquisition et réhabilitation d'une scierie à Owendo (AFRI-CAPACK)	23/11/87	150,0	Gabon	PMI
66	Elevage industriel de poules pondeuses à Yaoundé (C3A)*	25/03/88	545,0	Cameroun	PMEA (Elevage)
67	Renouvellement du parc d'autobus à Pointe-Noire (STPN)	25/03/88	975,0	Congo	Transport
68	Fabrication de ouate de cellulose à Douala*	25/03/88	500,0	Cameroun	PMI
69	Production de concentré de tomate dans le Noun à Foubot (SCAN)	27/07/88	800,0	Cameroun	Industrie
70	Fabrication de médicaments à partir de plantes locales (AFRICAPHARM II)	18/10/88	135,0	Cameroun	PMI
71	Manufacture de vêtements de sports et loisirs (CASWEM)	04/08/89	110,0	Cameroun	PMI
72	Polyculture industrielle de Nkolayop (PIN) - Prêt complémentaire*	08/08/89	150,0	Gabon	PMEA (Agriculture)
73	Modernisation et extension de POLYGRAPH-CONGO	09/08/89	150,0	Congo	PMI
74	Route Guelendeng-Bongor-Moundou*	21/07/89	3 150,0	Tchad	Infrastructure de base
75	Complexe sucrier de la OUAKA - Prêt complémentaire	21/07/89	900,0	RCA	Agro-industrie
76	Unité de production de solutés massifs injectables à Pointe-Noire (BIOCONGO*)	29/03/90	250,0	Congo	PMI
77	Modernisation des équipements de l'Office National d'Informatique de la RCA (ONI)	25/07/90	129,5	RCA	Infrastructure rentable
78	Extension des installations de production de médicaments à Douala (LDN)	25/07/90	200,0	Cameroun	PMI
79	Route Guelendeng-Bongor-Moundou - Prêt complémentaire*	25/07/90	540,0	Tchad	Infrastructure de base
80	Production de solutés injectables et de formes orales solides (SIPT)	25/07/90	700,0	Tchad	Industrie
81	Production d'eau minérale à Bangui (CATTIN)	25/07/90	600,0	RCA	PMI
82	Unité de transport de marchandises (EL CHICO)	21/03/91	140,0	RCA	PME (Transport)
83	Unité d'abattage, de découpe et de conditionnement de viande bovine (BAGARA)*	21/03/91	300,0	RCA	PMI
84	Modernisation du centre industriel de Brazzaville (AIR-AFRIQUE)	27/07/91	2 500,0	Régional	Infrastructure rentable
85	Développement Rural intégré en Zone cotonnière : Hydraulique villageoise Phase II*	27/07/91	1 365,0	RCA	Dévelop.rural de base
86	Production de solutés injectables et de formes orales solides (SIPT)-Prêt comp*	11/07/94	154,0	Tchad	Industrie
87	Construction des Infrastructures de Réparation de Navires et de Plate-formes Pétrolières (CNIC)	24/06/2003	1484,0	Régional	Infrastructures de base
88	PSE ASECNA 1ère tranche (2000-2006)	02/04/04	6 000	Régional	Infrastructure rentable
89	Programme de réhabilitation et de modernisation de dix aéroports provinciaux	01/04/05	3 800 (2)	Gabon	Infrastructures de transports
90	Projet de refinancement de Commercial Bank of Tchad (CBT) en faveur de CST	01/04/05	2 500	Tchad	Finances
91	Projet de refinancement de Commercial Bank Cameroon (CBC) en faveur de Ingénierie Financière	01/04/05	1 000	Cameroun	Finances
92	Programme d'extension du réseau GSM de Celtel Tchad	17/11/05	4 000	Tchad	Télécommunications
93	Programme d'extension de 2000 ha des plantations d'HE-VECAM 1ère phase	17/11/2005	3 500	Cameroun	Agro industrie
94	Refinancement du Crédit du Sahel	03/08/ 2005	175	Cameroun	Micro finance
95	Projet de réhabilitation et d'équipement des usines Cotontchad	17/11/2005	4 378	Tchad	Agro industrie
96	Plan quinquennal d'investissement 2005/2009 de l'AES-SONEL	28/03/2006	6560	Cameroun	Energie

97	Programme de construction et d'équipement des locaux des professionnels de la MUCODEC	28/03/2006	3000	Congo	Microfinance
98	Programme de renforcement et d'extension du réseau GSM de Telecel Centrafrique	25/11/2006	2500	RCA	Télécommunications
99	Mise en place d'une usine de fabrication d'emballages plastiques par Les Laboratoires BIOPHARMA	25/11/2006	1372	Cameroun	Industrie pharmaceutique
100	Financement du Plan des Services et d'Equipements (PSE) 2000-2006 de l'ASECNA – 2ème tranche	25/11/2006	8000	Régional	Infrastructure aérienne
101	Construction de 32 logements à Libreville par la société immobilière Les Nénuphars du Gabon II	25/11/2006	1500	Gabon	Immobilier
102	Phase pilote du projet de culture et de transformation du moringa oleifera à Brazzaville	09/03/2007	36	Congo	Développement rural et périurbain
103	Projet d'extension et de modernisation du réseau GSM de Celtel Congo	27/03/2007	3000	Congo	Télécommunications
104	Projet d'extension et de modernisation du Centre Hospitalier Panafricain Group Santé Afric (GSA)	19/09/2007	1445	Cameroun	Services
105	Projet de construction d'un Centre administratif et commercial à Brazzaville	19/09/2007	2300	Congo	Immobilier
106	Refinancement Africa Leasing Company (ALC)	30/11/2007	3000	Cameroun	Finances
107	Programme de réhabilitation et de relance de la Compagnie Nationale de Navigation Intérieure et Internationale (CNI S.A)	30/11/2007	2800	Gabon	Infrastructure aérienne
108	Projet de réhabilitation de l'hôtel MBAMOU PALACE à Brazzaville	30/11/2007	6560	Congo	Tourisme
109	Projet de construction et de lancement du satellite panafricain de télécommunication par RASCOM STAR QAF	30/11/2007	8200	Régional	Télécommunications
110	Refinancement de la Commercial Bank Cameroun (CBC II)	27/06/2008	5000	Cameroun	Finances
111	Construction et mise en exploitation du Lycée Privé Berthe et Jean à Essassa, Libreville (Gabon)	27/06/2008	1000	Gabon	Services
112	Financement des activités génératrices des revenus en milieu rural et périurbain de la Société Financière de Développement (SOFIDE) de Brazzaville et Pointe Noire	19/09/2008	155	Congo	Finances
113	Projet d'Extension et d'Intensification des activités de UCEC-MK vers des nouvelles zones au Tchad	19/09/2008	76	Tchad	Finances
114	Augmentation de la capacité d'accueil du complexe scolaire et universitaire de Newtech Institut à Bangui en République Centrafricaine	25/09/2008	650	RCA	Services
115	Financement du programme complémentaire de construction et d'équipement des locaux professionnels de la Fédération des MUCODEC II	25/09/2008	4000	Congo	Immobilier
116	2ème Phase du Programme d'extension des plantations de la société HEVECAM S.A (HEVECAM II)	12/12/2008	2500	Cameroun	Agro-industries
117	Projet d'extension de l'hôtel OLYMPIC PALACE	12/12/2008	2000	Congo	Tourisme
118	Projet de mise en place d'une unité de raffinage et de fractionnement d'huile de palme	12/12/2008	2600	Congo	Agro industries
119	Refinancement de la Banque de l'Habitat du Gabon (BHG)	12/12/2008	5000	Gabon	Finances
	TOTAL GENERAL		158 142,1		

Études Financées

N°	DATE	TITRE DE L'ETUDE	MONTANT Millions FCFA	PAYS	SECTEUR
1	05/03/83	Pré-coopératives du Pool et des Plateaux	33,0	Congo	Dévelop. Rural
2	09/06/82	Carrière de Mani	16,0	Tchad	Mines
3	04/12/82	Hydraulique pastorale au Nord Cameroun	60,0	Cameroun	Dévelop. Rural
4	02/02/83	Faisceau Hertzien Bangui-Impfondo	35,5	RCA	Télécomm.
5	20/03/84	Hydraulique villageoise	22,5	RCA	Dévelop. Rural
6	18/10/84	Zone UDEAC/TCHAD du Port de Douala	37,5	RCA	Télécomm.
7	27/04/84	Sauvetage bovins trypanotolérants	28,3	RCA	Dévelop. Rural
8	11/04/84	Evaluation SONAPA (ex CMPA)	6,5	Tchad	Dévelop. Rural
9	19/08/85	Atelier de transform. De lait dans la Région de Bangui	14,5	RCA	Dévelop. Rural
10	21/09/85	Plantations villageoises de palmiers à huile	65,4	RCA	Dévelop. Rural
11	06/09/86	Groupement des forestiers de l'Estuaire	32,1	Gabon	Industrie
12	20/06/86	Séminaire de Développement Rural	13,2	Tchad	Dévelop. Rural
13	31/07/86	Assistance à la gestion SONAPA	45,5	Tchad	Dévelop. Rural
14	03/09/86	Projet de réhabilitation Casier A de Bongor	50,3	Tchad	Dévelop. Rural
15	03/09/86	Produits pêche Chari et Logone	28,7	RCA	Dévelop. Rural
16	15/09/86	Valorisation de la production bovine	62,5	RCA	Dévelop. Rural
17	29/10/86	Charbon de bois en RCA	13,5	RCA	Energie
18	12/11/86	Transformation de manioc en farine	7,0	Régional	Dévelop. Rural
19	30/11/88	Etude-Action installation exploitations agricoles	120,7	Congo	Dévelop. Rural
20	30/04/88	Etude-Action développement polders traditionnels	150,0	Tchad	Dévelop. Rural
21	30/03/89	Adaptation BDEAC financement petite exploitation	82,0	Régional	Dévelop. Rural
22	29/06/89	Actualisation faisabilité mini-laiterie	15,8	RCA	Dévelop. Rural
23	06/11/89	Mise en place Département du Contrôle	18,6	Régional	-
24	07/11/89	Ferme élevage porcin Essassa	2,9	Gabon	Dévelop. Rural
25	17/03/90	Marché poisson séché au Congo	5,8	Congo	Industrie
26	03/10/90	Etude-Action unités de transformation agro-alimentaires	12,5	RCA	Dévelop. Rural
27	10/04/91	Actualisation études produits pharmaceutiques UDEAC	40,0	Régional	Industrie
28	25/09/91	Projet pilote dévelop.petits ruminants Province de l'Est	2 2	Cameroun	Dévelop. Rural
29	20/07/92	Séminaire sur les études de marché	13,0	Régional	-
30	24/06/03	Etude sur les conditions économiques et sociales en Afrique Centrale pour 2004	18,0	Régional	Environnement économique
31	01/04/05	Actualisation de l'étude de faisabilité du projet d'aménagement hydro-électrique de Memve'ele	230	Cameroun	Energie
32	17/11/05	Etude complémentaire de faisabilité de l'aménagement hydroélectrique de Memve'ele et pour l'assistance au Comité de suivi du Projet	329	Cameroun	Energie
33	Décision 2005	Etudes de faisabilité de l'huilerie d'Edou	58	Congo	Agro industrie
34	28/03/2006	Plan Directeur Consensuel des Transports en Afrique Centrale (PDCT-AC)	91	Régional	Infrastructure de base
35		Financement des Etudes relatives à la mise en œuvre du schéma institutionnel du système électrique interconnecté Boali-Bangui	250	RCA	Energie
36	12/12/2008	Plan Directeur Consensuel des Transports en Afrique Centrale (PDCT-AC) – Complément Budget COS PDCT-AC	75	Régional	Infrastructure de base
		TOTAL	2 106,6		

Prise de Participation

N°	DATE	TITRE DE LA PRISE DE PARTICIPATION	MONTANT Millions FCFA	PAYS	SECTEUR
1	21/07/89	Banque Tchadienne de Développement (BDT)	100,5	Tchad	Financier
2	24/06/03	Bourse de Valeurs Mobilières en Afrique Centrale (BVMAC)	200	Régional	Financier
3	01/04/05	Société Monétique de l'Afrique Centrale (SMAC)	300	Régional	Financier
4	20/07/2007	Banque Congolaise pour l'Habitat (BCH)	200	Congo	Immobilier
		TOTAL	800,5		

QUATRIEME PARTIE

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES



SOMMAIRE

	Pages
RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2008	1-2
ETATS FINANCIERS au 31 Décembre 2008 - Bilan - Compte de résultat	4-6
NOTES AUX ETATS FINANCIERS	7-9
NOTES EXPLICATIVES SUR LES ETATS FINANCIERS	9-21

RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

PRICEWATERHOUSECOOPERS 

PricewaterhouseCoopers
Brazzaville
Avenue William Guynet
POBox 1140
Republic of Congo
Telephone (242) 663 32 73

Deloitte.

Deloitte Touche Tohmatsu
POBox 4.660
Libreville
Gabon
Tel (241) 77 21 43 – 74 41 93

RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2008

Aux actionnaires de la
**BANQUE DE DEVELOPPEMENT DES
ETATS DE L'AFRIQUE CENTRALE
BDEAC
BP 1177
Brazzaville
République du Congo**

Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale du 2 avril 2008, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 Décembre 2008 sur :

- Le contrôle des états financiers annuels de la BANQUES DE DEVELOPPEMENT DES ETATS DE L'AFRIQUE CENTRALE, tels qu'il sont joints au présent rapport, et faisant apparaître une situation nette (capital social et réserves) de FCFA 35 650 millions, non compris une perte pour l'exercice 2008 s'élevant à FCFA 10 724 millions ;
- Les vérifications spécifiques et les informations prévues par la loi et par les status de la Banque

Les états financiers annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces états financiers.

1- OPINION SUR LES ETATS FINANCIERS ANNUELS

Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicable à la République du Congo, dans le cadre du règlement CEMAC n°11/01 du 5 décembre 2001 et de l'article 35 des status de la BDEAC.

Ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces états financiers. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des états financiers et à apprécier leur présentation d'ensemble.

Banque de Développement des Etats De l'Afrique Centrale (BDEAC)

Rapport général des Commissaires aux Comptes - Exercice clos le 31 décembre 2008

Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les états financiers annuels sont, au regard des règles et principes comptables définis par l'article 45 des statuts de la BDEAC et décrits dans les notes annexées aux états financiers annuels ci-après, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la Banque à la fin de cet exercice.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les observations suivantes :

• Situation de la créance immobilisée sur la République Centrafricaine

La BDEAC détient sur la République Centrafricaine au 31 décembre 2008 une créance totale pour un montant de FCFA 5 967 millions, y compris des intérêts réservés pour un montant de FCFA 2 658 millions. Pour faire suite à une demande exprimée par l'exemple des bailleurs de fonds de la République Centrafricaine, le Conseil d'Administration du 25 novembre 2006 a marqué son accord pour suspendre le remboursement du prêt et des intérêts dus par celle-ci. Il n'y a toujours pas de nouvel accord sur les modalités de remboursement de cette créance.

• Provision sur Fonds Priméo

La Banque avait souscrit depuis plusieurs années des placements dans le Fonds Priméo par l'intermédiaire des banques Crédit Suisse, Bank Austria et Rothschild. Le 23 janvier 2009, le Conseil d'Administration du Fonds Priméo a informé ses actionnaires, dont la BDEAC, de sa mise en liquidation, ce dernier étant largement touché par l'affaire Madoff. Corrélativement, la cotation des actions du Fonds Priméo a été suspendue et les différentes banques intermédiaires ont confirmé à la BDEAC la situation compromise de ses placements. Par conséquent, la totalité des avoirs placés dans le Fonds Priméo, soit FCFA 10 444 millions a fait l'objet d'une provision pour dépréciation dans les états financiers de la BDEAC au 31 décembre 2008.

• Forte concentration des placements financiers sur un même groupe bancaire

Au 31 Décembre 2008, sur un encours total de placements à terme de FCFA 7 400 millions figurant au bilan de la BDEAC à cette date, 86% soit FCFA 6 400 millions ont été souscrits auprès de banques filiales d'un même groupe bancaire. Cette situation de forte concentration des placements financiers en dépôts à terme auprès d'un même groupe bancaire, entraîne un risque potentiel significatif pour la BDEAC en cas de défaillance de la contrepartie.

Banque de Développement des Etats De l'Afrique Centrale (BDEAC)

Rapport général des Commissaires aux Comptes - Exercice clos le 31 décembre 2008

2 – VERIFICATIONS ET INFORMATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes de la profession applicable en République du Congo, aux vérifications spécifiques prévues par la loi et les statuts de la Banque.


Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance

Fait à Brazzaville, 16 Avril 2009



Commissaires aux Comptes

PricewaterhouseCoopers

Deloitte Touche Tohmatsu



Côme Tienta
CEMAC Chartered Accountant
Accountant



Stéphane Klutsch
CEMAC Chartered Accountant
Accountant

Nicolas Balesme
Audit Partner

CINQUIEME PARTIE

RESOLUTIONS DE L'ASSEMBLEE GENERALE

RESOLUTION N° 160 /AGO/48/09

L'Assemblée Générale des Actionnaires de la Banque de Développement des Etats de l'Afrique Centrale (BDEAC), réunie en séance le 6 Avril 2009 à Douala, République du Cameroun, accepte pour une durée de trois ans, la nomination de Monsieur Hamadou SAMBO, Directeur Général du Trésor, en qualité de nouvel Administrateur de la BDEAC pour la République du Cameroun. Ce mandat prendra fin à l'approbation des comptes de l'exercice 2011.

Fait à Douala le 6 avril 2009



Albert BESSE
Président de l'Assemblée Générale



RESOLUTION N° 161/AGO/48/09

L'Assemblée Générale des Actionnaires de la Banque de Développement des Etats de l'Afrique Centrale (BDEAC), réunie en séance le 6 Avril 2009 à Douala, République du Cameroun, accepte pour une durée de trois ans, la nomination de Monsieur Louis ALEKA-RYBERT, Conseiller Technique, en qualité de nouvel Administrateur de la BDEAC pour la République du Gabon. Ce mandat prendra fin à l'approbation des comptes de l'exercice 2011.

Fait à Douala le 6 avril 2009



Albert BESSE
Président de l'Assemblée Générale




RESOLUTION N°162/AGO/48/09

« L'Assemblée Générale Ordinaire de la Banque de Développement des Etats de l'Afrique Centrale, réuni en séance le 06 avril 2009 à Douala, République du Cameroun, sur proposition du Conseil d'Administration, approuve le résultat net de l'exercice clos le 31 décembre 2008 d'un montant de FCFA – 10 723 998 668, et décide de l'affecter au Report à nouveau débiteur ».

Fait à Douala le 6 avril 2009





Albert BESSE
Président de l'Assemblée Générale

RESOLUTION N°163/AGO/48/09

« L'Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires de la Banque de Développement des Etats de l'Afrique Centrale, réuni en séance le 06 avril 2009 à Douala, République du Cameroun, sur proposition du Conseil d'Administration, décide de reclasser les provisions pour risques bancaires généraux équivalent à FCFA 3 155 771 790 en compte de réserves libres ».

Fait à Douala le 6 avril 2009




Albert BESSE
Président de l'Assemblée Générale

RESOLUTION N°164/AGO/48/09

« L'Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires de la Banque de Développement des Etats de l'Afrique Centrale, réuni en séance le 06 avril 2009 à Douala, République du Cameroun, après avoir entendu les rapports du Conseil d'Administration et des Commissaires aux Comptes, et après délibération, approuve le Rapport du Conseil d'Administration, les comptes et le bilan de l'exercice clos le 31 décembre 2008 ».

Fait à Douala le 6 avril 2009



Albert BESSE
Président de l'Assemblée Générale

RESOLUTION N°165/AGO/48/09

« L'Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires de la Banque de Développement des Etats de l'Afrique Centrale, réuni en séance le 06 avril 2009 à Douala, République du Cameroun, approuve les actes accomplis par le Conseil d'Administration au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2008 et donne quitus aux Administrateurs de leur gestion ».

Fait à Douala le 6 avril 2009




Albert BESSE
Président de l'Assemblée Générale

RESOLUTION N°166/AGO/48/09

« L'Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires de la Banque de Développement des Etats de l'Afrique Centrale, réuni en séance le 06 avril 2009 à Douala, République du Cameroun, prend acte du rapport des Commissaires aux Comptes pour l'exercice clos le 31 décembre 2008 et leur donne quitus de leur mandat ».

Fait à Douala le 6 avril 2009




Albert BESSE
Président de l'Assemblée Générale

RESOLUTION N°167/AGE/49/09

L'Assemblée Générale Extraordinaire des Actionnaires de la Banque de Développement des Etats de l'Afrique Centrale réunie en séance le 06 avril 2009 à Douala, République du Cameroun, sur proposition du Conseil d'Administration,

1. Décide de porter le capital social actuel de la Banque de Développement des Etats de l'Afrique Centrale de FCFA quatre vingt et quatorze milliards (94.000.000.000) à FCFA deux cent cinquante milliards (250.000.000.000), tel qu'arrêté dans son plan stratégique 2008-2012.
2. Approuve le renforcement des relations entre la BEAC et la BDEAC à travers l'accroissement substantiel de sa part à coté des Etats-membres, en vue d'impulser une nouvelle dynamique dans le financement des projets d'investissements, créateurs d'emplois et de richesses dans la Sous-région.
3. Adopte en conséquence, une nouvelle liste de souscription au capital (cf annexe 1) ainsi que le calendrier de libération des parts par les Actionnaires respectifs, à étaler sur une durée de quatre (4) ans à raison d'un tiers par exercice et ce, à compter du dernier trimestre de l'exercice 2009.
4. Arrête ainsi qu'il suit les modifications aux Statuts de la Banque.

Article 14 : CAPITAL DE LA BANQUE

*« Le capital autorisé de la Banque est fixé à **deux cents cinquante milliards de FCFA** (250 000 000 000) divisé en vingt cinq mille actions (25 000) de dix millions (10 000 000) FCFA chacune. »*

Article 15 : SOUSCRIPTION AU CAPITAL

5. Toutefois, à toute période, la totalité des souscriptions est répartie de la manière suivante :

- a) **25%** du capital souscrit sont seuls libérables et prennent la dénomination de « capital appelé et libéré » ;
- b) Les **75%** restants constituent le capital souscrit et non libéré appelé « capital sujet à appel ».

Fait à Douala le 6 avril 2009



Albert BESSE
Président de l'Assemblée Générale



RESOLUTION N° 168/AGE/49/09

« L'Assemblée Générale des Actionnaires de la Banque de Développement des Etats de l'Afrique Centrale (BDEAC), réunie en séance extraordinaire le 06 avril 2009 à Douala, République du Cameroun,

Après avoir examiné la proposition de révision des Statuts de la BDEAC relative à l'augmentation du capital social comme suit :

« **Article 14 : CAPITAL DE LA BANQUE**

« *Le capital autorisé de la Banque est fixé à **deux cents cinquante milliards de FCFA** (250 000 000 000) divisé en vingt cinq mille actions (25 000) de dix millions (10 000 000) FCFA chacune. »*

Article 15 : SOUSCRIPTION AU CAPITAL

5. Toutefois, à toute période, la totalité des souscriptions est répartie de la manière suivante :

- a) *25% du capital souscrit sont seuls libérables et prennent la dénomination de « capital appelé et libéré » ;*
- b) *Les 75% restants constituent le capital souscrit et non libéré appelé « capital sujet à appel ».*

Approuve les propositions de modifications des statuts de la BDEAC ci-jointes ».

Fait à Douala le 6 avril 2009



Albert BESSE
Président de l'Assemblée Générale

